

LA PROMESSE DES JOURS HEUREUX

BALADE THÉÂTRALISÉE
SAINT-NAZAIRE
19 SEPTEMBRE 2026

17h

Rond-point des 4 Z'horloges

CAHIER N° 27



Cahier n° 27 de l'IHS CGT44

Édition 1

Périodique à prix libre

Direction de la publication : IHS CGT44

Comité de rédaction : IHS CGT44

Création affiche et couverture : Vincent Rouzineau

Impression : Imprimerie UD CGT44

Dépôt légal : Décembre 2026

SIRET : 92151084800010

IHS CGT44

Maison des syndicats

1 Place de la gare de l'État

CP n°1, 44276 Nantes cedex 2

ihscgt44.fr

www.ihscgt44.fr

ÉDITO

Au début des années 1930, des troupes amatrices pratiquent un théâtre au service du combat révolutionnaire, comme le groupe « Octobre » avec les textes de Jacques Prévert. En toute humilité, avec l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT de Loire Atlantique, l'IHS CGT44, nous renouons avec cette pratique.

À l'IHS, association créée par Georges Séguy, secrétaire général de la CGT et ancien déporté, nous pensons que si archiver est essentiel cela ne suffit pas, il faut faire connaître et faire connaître au plus grand nombre. Comme en 1936, pour nous le théâtre est un instrument de lutte. Et un outil d'émancipation.

Nous pensons comme Howard Zinn¹ que « *si les lapins n'ont pas d'historiens, l'histoire sera toujours racontée par les chasseurs !* »

À l'IHS CGT44, par notre travail de collectage, de conservation et de classement des documents syndicaux, par les conseils que nous prodiguons aux syndicats de la CGT, et enfin par la communication que nous mettons en place par des événements comme les balades théâtralisées, ou par le biais de notre site ou de nos publications, nous souhaitons redonner ses titres de noblesse à la masse laborieuse, anonyme, aux travailleuses et travailleurs, sans lesquelles le progrès social ne serait que des mots. Nous nous sommes aperçu·es que les conquêtes sociales sont regardées très souvent par beaucoup comme existant de longue date, ou encore comme des acquis indéfectibles.

Ce n'est pas vrai...

N'y a-t-il pas un petit vertige à se dire qu'il y a 90 ans, des travailleuses et travailleurs ont découvert avec émotion les congés payés ? Est-ce que l'on réalise cela quand on prend nos « vacances » aujourd'hui ? Est-ce qu'on se souvient des femmes de chez Guillaouard à Nantes, qui ont lutté pour garder leurs mains broyées par les machines² ? Non pas au 19ème siècle, mais en 1979 ! Est-ce qu'on se rappelle les trente ouvriers de chez Descours et Cabaud qui ont tenu tête courageusement il y a quelques années à une très grosse multinationale ? Est-ce que l'on a bien retenu que les cinquante otages étaient pour leur grosse majorité des ouvriers syndicalistes, des prolétaires ?

À l'IHS, à notre humble mesure, nous essayons de mettre en lumière l'histoire syndicale de la CGT mais surtout l'histoire des luttes. Une histoire comme la vie, joyeuse et dramatique, puissante et parfois endormie. Ne croyez pas pour autant qu'à l'IHS, nous soyons tourné·es vers le passé, certainement pas ! Nous sommes convaincu·es qu'en comprenant mieux ce qui nous a précédé, nous saurons mieux construire l'avenir. Nous voulons comprendre d'où nous venons pour comprendre où nous allons. Quand, en tant que militantes et militants, il nous arrive d'être découragé·es ou même désespéré·es, c'est dans le courage de celles et ceux qui nous ont précédés, dans leur lucidité, que nous puisons la force de continuer de lutter et l'envie d'être dignes de la beauté du combat pour la justice sociale, culturelle et écologique et pour la paix !

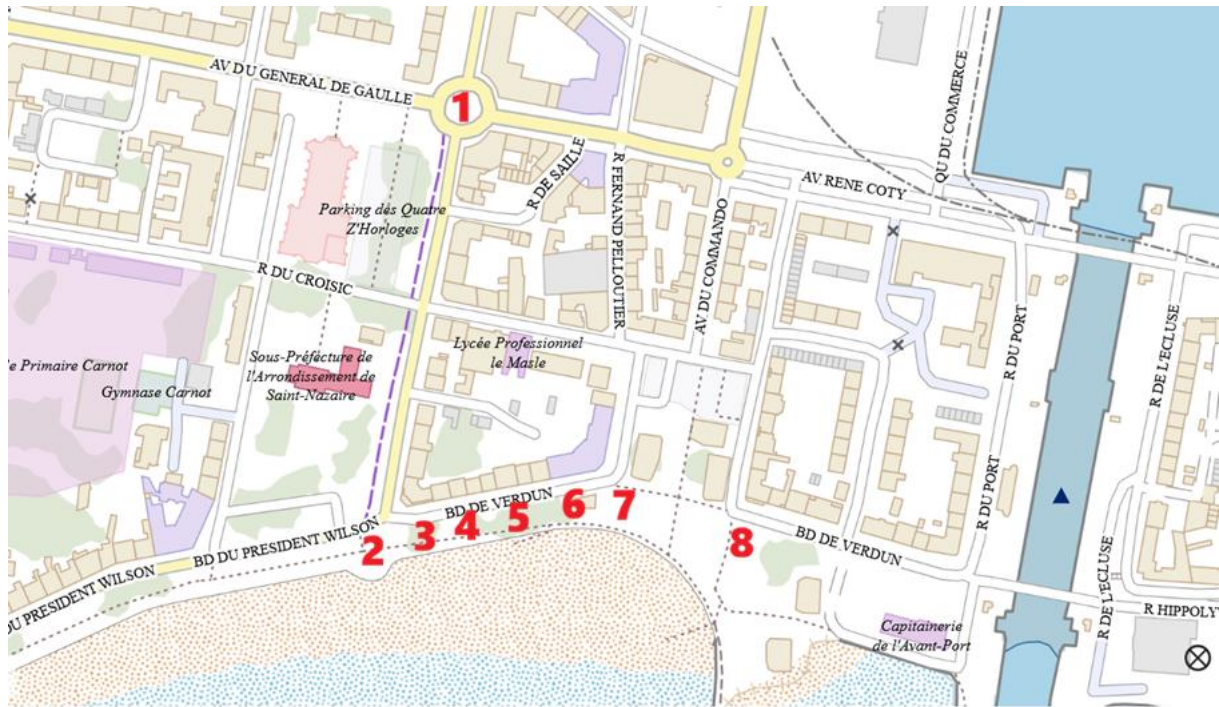
¹ Howard Zinn, né le 24 août 1922 à Brooklyn, à New York, et mort le 27 janvier 2010 à Santa Monica, en Californie, est un historien et politologue américain.

² Voir le cahier N° 24 de l'IHS CGT44 « Les luttes des femmes pour leurs droits ».

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITO	3
TABLE DES MATIÈRES	4
PLAN DE LA BALADE	5
BALADE THÉÂTRALISÉE, « LA PROMESSE DES JOURS HEUREUX »	
PROLOGUE	6
CHAPITRE I. SAINT-NAZAIRE, 1932	7
Scène 1. Manifestation de février 1932 à Saint-Nazaire	
CHAPITRE II. DRAPEAU ROUGE SUR LA VILLE	9
Scène 2. La Bandiera rossa	9
CHAPITRE III. 1932. LA FERMETURE DES FORGES DE TRIGNAC	15
Scène 3. 1933. La marche de la faim de Saint-Nazaire à Nantes	19
CHAPITRE IV. LA MENACE FASCISTE	22
Scène 4. 1934 : Aubade à Georges Paquet	28
CHAPITRE V. 1936. LE FRONT POPULAIRE	30
Scène 5. À l'usine, les grèves de la joie	38
CHAPITRE VI. LES CONGÉS PAYÉS	41
Scène 6. Plus maître chez soi !	44
CHAPITRE VII. LÉON BLUM À SAINT-NAZAIRE	46
Scène 7. 21 février 1937. Léon et Marthe	49
CHAPITRE VIII. LES BEAUX JOURS REVIENNENT TOUJOURS	52
Scène 8. Walter Buffoni, le petit accordéoniste de 36	55
REMERCIEMENTS	59
ANNEXES	60
Annexe I. Qu'est-ce que l'IHS ?	60
Annexe II. Bibliographie	61

PLAN DE LA BALADE



Données cartographiques : © IGN, Région Pays-de-la-Loire, Préfecture de la région Pays-de-la-Loire, Département de la Loire-Atlantique

Plan de la balade théâtralisée de l'IHS CGT44
Journées du matrimoine et du patrimoine
Saint-Nazaire. 19 septembre 2026

Scène 1. Manifestation de février 1932 à Saint-Nazaire

Scène 2. La Bandiera rossa

Scène 3. 1933. La marche de la faim de Saint-Nazaire à Nantes

Scène 4. 1934 : Aubade à Georges Paquet

Scène 5. À l'usine, les grèves de la joie

Scène 6. Plus maître chez soi !

Scène 7. 21 février 1937. Léon et Marthe

Scène 8. Walter Buffoni, le petit accordéoniste de 36

BALADE THÉÂTRALISÉE. LA PROMESSE DES JOURS HEUREUX

Saint-Nazaire, samedi 19 septembre 2026.

17h. Un tournage se prépare au rond-point des Quatre Z'horloges.

Toute l'équipe du film "la promesse des jours heureux" est là : cameramen, technicien son et maquilleuse, acteurs, actrices, figurantes et figurants attendent le clap de départ de la réalisatrice. Les grévistes de 1932 piétinent, on entend au loin des bribes de l'Internationale. Les marcheurs de la faim vont croiser des bourgeoises ulcérées.

La succession des scènes mènera le public jusqu'au bal populaire du progrès social.



PROLOGUE

La réalisatrice du film, au mégaphone

Mesdames, messieurs les actrices et acteurs, les figurantes et figurants. C'est toujours un grand moment le premier jour d'un tournage, surtout pour moi la réalisatrice.... Vous savez, il faut plusieurs années pour parvenir à produire un film, et voilà aujourd'hui c'est le grand jour.... De plus, celui-ci va se tourner dans une ville que j'affectionne tout particulièrement, Saint-Nazaire !

Je suis donc la réalisatrice du film « La Promesse des Jours Heureux » et avec toute l'équipe, je tiens à vous remercier d'être là.

Nous allons traverser ensemble une période extraordinaire de l'histoire : les années 30, avec évidemment en point d'orgue 1936 et ses conquêtes sociales.

Mais ne traînons pas davantage, vous le savez sans doute, le cinéma court toujours après le temps, quand ce n'est pas après ses prédateurs sexuels, mais ça c'est une autre histoire !

On va donc mettre en place la première scène, qui, ne sera pas forcément la première scène du film.

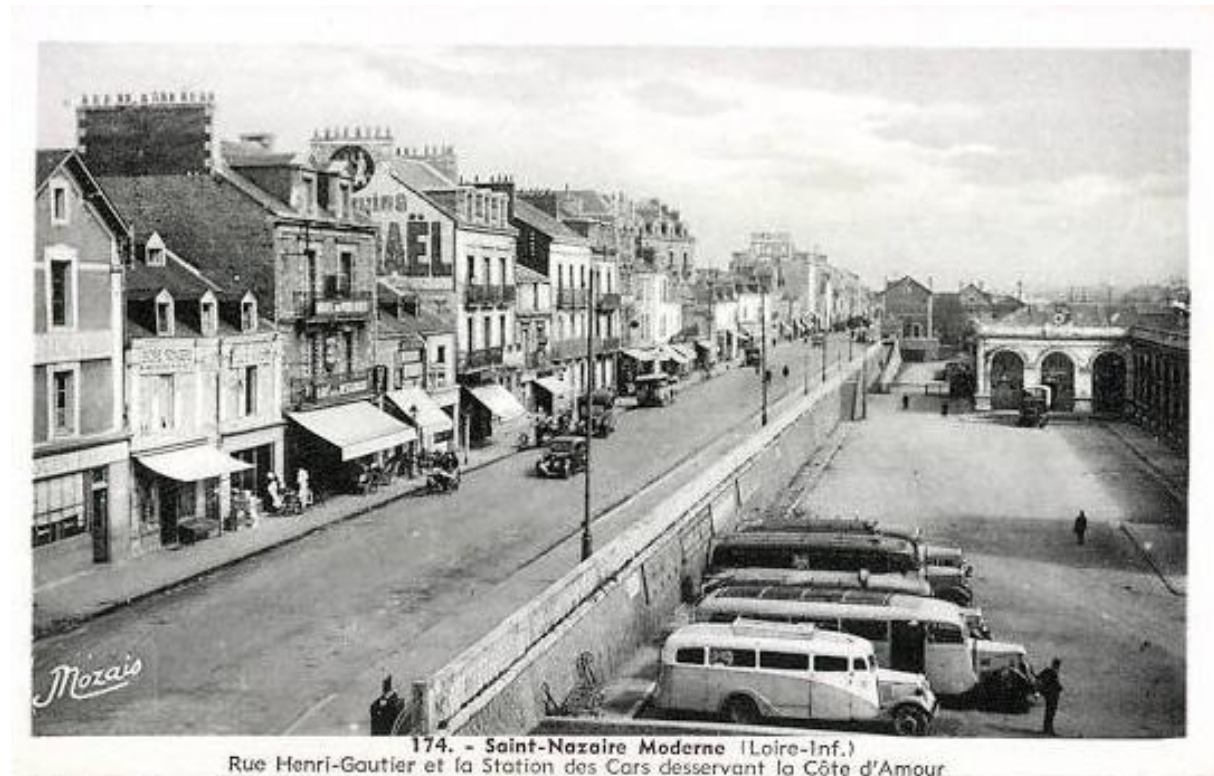
Au cinéma, le découpage du tournage ne correspond pas forcément au montage final, mais ça aussi c'est une autre histoire !

On est donc en février 1932, jour de manifestation ouvrière devant la préfecture.

Le syndicaliste est en place ?

La foule des Nazairiennes et Nazairiens ?
On fait une petite répétition de l'Internationale ?

CHAPITRE I. SAINT-NAZAIRE 1932.



Saint-Nazaire vers la fin des années 1930.

Emplacement actuel du nouveau théâtre

© rikostnaz2

Scène 1. Manifestation de février 1932 à Saint-Nazaire

*Clap devant le public installé pour
participer à la première séquence.
Tournée comme un travelling.*

La réalisatrice

Nous sommes donc en février 1932, jour
de manifestation ouvrière devant la
préfecture.

Le syndicaliste est en place ? La foule des
Nazairiennes et Nazairiens ? Alors,
moteur !

Assistant·e

Moteur demandé ! Attention !
Ça tourne à l'image !

La réalisatrice

Moteur !
Moteur demandé ! Attention !
Ça tourne à l'image !
Action !

*Clap devant le public installé pour participer à la première séquence. Tournée comme un
travelling.*

Un syndicaliste de 1932

Camarades ce n'est pas le froid de ce mois de février 1932 qui va nous arrêter ! Notre ville est une ville morte aujourd'hui ! Personne ne manque dans la mobilisation. Nous sommes tous là : dockers, inscrits maritimes, employés du commerce, de l'industrie, cheminots, ouvriers du bâtiment et personnel communal, les magasins sont fermés en solidarité avec les grévistes.... Oui, nous sommes tous là. Nous sommes en effet touchés par une crise sans précédent ! Nous ne joignons plus les deux bouts, nos enfants sentent monter en nous l'angoisse du chômage. Les familles vivent dans la peur du lendemain.



Pour autant, notre angoisse ne cache pas notre colère. Elle est légitime, cette colère et elle fait peur aux dominants. La guerre de 14 est encore chaude dans nos mémoires et dans nos familles. La classe ouvrière mais aussi les paysans ont payé de leur sang et de leur peau, l'appétit féroce des dominants. Et aujourd'hui il faudrait accepter l'arrêt des chantiers et ses milliers de chômeurs ?

Non ! non ! crie la foule

Nous ne nous ferons pas avoir une nouvelle fois ! Nous ne verserons pas notre sang à nouveau, nous ne verrons pas nos gosses mourir de faim ! Nous nous battons jusqu'au bout ! Et c'est cela qui nous fera gagner, notre détermination commune.

C'est cela notre force, celle qui fait peur au patronat et aux gouvernants. Nous obtiendrons de la commission des finances du Sénat, le vote d'un crédit de 110 millions de Francs pour achever les deux paquebots.

C'est notre travail et notre avenir qui sont en jeu !

En avant camarades, drapeau rouge à l'épaule, poing levé, Carmagnole et Internationale sur les lèvres. Voilà ce qui nous unit !

En avant camarades !

La manifestation se déplace, on crie des slogans, on chante l'Internationale.



La France aux ouvriers, pas aux 200 familles qui la pillent !

Du travail et du pain !

La force des travailleurs, c'est la grève !

La liberté

La dignité

Pour tous les travailleurs

Même patron, même combat !

CHAPITRE II. DRAPEAU ROUGE SUR LA VILLE

Scène 2. La Bandiera rossa

Des ouvrières sont devant la mer. L'une d'elles récite un poème de Jacques Prévert



Une ouvrière

La faim,
La fatigue, le travail,
La misère, le chômage,
Le travail, la faim,
Le froid, la chaleur, la poussière
La poussière, la fatigue
La fatigue et l'ennui.
L'ennui et la fatigue, la fatigue et l'ennui
Voilà la vie des travailleurs

Une ouvrière

La voilà, la chaleur, la fatigue, la misère
L'ennui, le travail à la chaîne
La misère et l'ennui
Soudain le travail se réveille, casse sa chaîne
Pose son outil et tous les travailleurs
Se réveillent avec lui.
Et tous les cœurs se mettent à battre
avec un grand bruit
L'ennui s'enfuit, l'espoir s'amène
Et voilà qu'il pousse un grand cri :
La grève...

Ensemble

La grève, partout, partout la grève

Une ouvrière

C'est une grève comme on n'en a pas vu souvent
Et le patronat grince des dents
Les ouvriers occupent les chantiers, les usines
Les mineurs couchent dans leurs mines
Les garçons-épiciers campent chez Félix-Potin

Une ouvrière

Et ça dure des jours et des jours

Une ouvrière

Et ça dure des jours et des nuits
Et les grévistes dorment

Ensemble

Ils ont des rêves

Un ouvrier

Mais pour les gros c'est l'insomnie.
Pour le capital, c'est la mauvaise nuit



Ensemble

La mauvaise nuit

Un ouvrier

De sa fenêtre, le capital voit ses usines
occupées
Par les hommes des taudis
Il voit des drapeaux rouges flotter
Et le tricolore aussi...

Une ouvrière

Mais les drapeaux tricolores,
C'est pas ce qui lui fait peur
C'est le rouge qu'il craint
Celui de la Commune...
Celui du Cuirassé Potemkine
Celui d'octobre 1917
Celui qu'on agite dans toutes les rues
Dans tous les pays

Une ouvrière

Et le capital se fait de la bile, il rage

Une ouvrière

Tout se passe très bien, aucun incident
Le calme est impressionnant
Il ne manque pas un boulon chez Renault

Une ouvrière

Pas une pompe à vélo chez Peugeot !

Un ouvrier

Pas un bouton de guêtre chez Raoul !

Une ouvrière

Pas un jambon chez Olida !

Une ouvrière

Et l'on raconte même qu'aux Galeries
Lafayette, une vendeuse du rayon des
layettes a trouvé par terre une épingle de
sûreté, et qu'elle l'a rapporté au rayon
mercerie !!!



Une ouvrière

L'ordre...
Le calme...
La correction...
Pas le moindre petit incident !

Ensemble

C'est inquiétant...

Une ouvrière

Mais il faut se méfier tout de même,
camarades

Il tient le coup, le capital ! On sait bien !
Grâce à vous, il en a pris un bon coup

Une ouvrière

Mais tout de même, il tient le coup,
camarades. Méfiez-vous... Méfiez-vous...

Ensemble

Méfiez-vous !

Un ouvrier

Il est dur, rusé, sournois...le capital
Il vous passera la main dans le dos
Pour mieux vous passer la corde au cou.

Ensemble

Méfiez-vous !
Défendez-vous

Une ouvrière

Il est malin le capital, camarades
Il a plus d'un tour dans son sac.

Ensemble

Méfiez-vous, camarades !

Une ouvrière

Elle n'est pas tricolore, non plus,

Une ouvrière

Elle est rouge la vie...
Défendez-vous contre la mort !

Ensemble

Contre le monde des affameurs,
Qui voudraient bien nous voir mourir
Au champ d'honneur
Pour la patrie....



*Elle se met à chanter... « La bandiera rossa »³ de Bernard Lavilliers »,
inspirée du chant révolutionnaire italien.*

Cette séquence repasse en boucle dans
ma mémoire

Chemises noires, front populaire et croix
de feu, et toi ?

Y'avait pas qu'des républicains sur les
boulevards,

La peur épaisse, beaucoup de gens
baissaient les bras, et toi ?

Refrain :

La bandiera rossa

Même si ça paraît dérisoire pour toi,

Une chanson c'est pas grand-chose

Même naïve, faut du courage, tu vois !

La bandiera rossa

Même si les autres fermaient leurs
gueules, tu vois !

Suffit d'un chant qui se rebelle

Pour que les autres se rappellent.

Et puis tous ceux qui balançaient
amis et frères,

Pour de l'argent, tu t'en souviens de
temps en temps, vraiment ?

Les braves gens qui ne disaient rien mais
laissaient faire,

Pour être tranquilles, pour ne pas être
hors la loi, et toi ?

Refrain :

La bandiera rossa

Même si ça paraît dérisoire pour toi !

Une chanson c'est pas grand-chose

Même naïve, faut du courage, tu vois !

La bandiera rossa

Même si les autres

fermaient leurs gueules, tu vois !

Suffit d'un chant qui se rebelle,

Pour que les autres se rappellent.

Si aujourd'hui sous d'autres formes,

ces temps reviennent

Comme autrefois,

de quel côté tu te battras ? Oui toi !

Je n'en sais rien, mais je te le dis

en ce qui me concerne avec des armes

Et puis aussi avec ma voix, tu vois !

Refrain :

La bandiera rossa

Même si ça paraît dérisoire pour toi !

Une chanson c'est pas grand-chose

Même naïve, faut du courage, tu vois !

La bandiera rossa

Même si les autres

fermaient leurs gueules, tu vois !

Suffit d'un chant qui se rebelle

Pour que les autres se rappellent,

Pour que les autres se rappellent.

³ Bernard Lavilliers écrit cette chanson au départ pour Serge Réggianni mais ce dernier est mort avant de pouvoir la chanter. « C'est une chanson qui correspond à notre époque. C'est fou parce que finalement on va peut-être se retrouver avec des dictateurs. Ça ressemble à du Jean Ferrat m'a dit un journaliste. C'est sur la résistance italienne, anti Mussolini et pro communisme italien. »

Bernard Lavilliers. Entretien avec Élodie Suigo dans « Le monde d'Élodie ». Août 2024.

L'histoire de « la bandiera rossa »

« La bandiera rossa » est le plus célèbre des chants révolutionnaires italiens. L'histoire et la géographie nous apprennent que la mélodie de Bandiera rossa est tirée de deux chansons folkloriques lombardes (région de Milan). La mélodie dériverait de la fusion de deux airs populaires de la tradition lombarde : le premier couplet de « Ciapa on saa, pica la porta » (Prend une pierre, frappe la porte) et le refrain « Ven chi Nineta sotto l' ombrelin » (Viens ici Ninetta, sous le parapluie).

Bandiera rossa signifie drapeau rouge. Le drapeau rouge est essentiellement une chemise rougie du sang d'un révolté. Son symbolisme a imprégné des siècles de résistance, d'organisation en force, d'insurrections. Le texte, écrit à l'origine par Carlo Tuzzi en 1908, a subi plusieurs modifications au fil des ans.

Les deux dernières lignes « Evviva il comunismo e la libertà » (Vive le communisme et la liberté) n'ont été ajoutées à la chanson qu'après la prise de pouvoir de Mussolini en 1922 et à la même occasion, le début de la chanson « Compagni avanti alla riscossa » a été modifié en « Avanti o popolo, alla riscossa ».

Le texte du chant révolutionnaire « la bandiera rossa »

Avanti popolo, alla riscossa

En avant, ô peuple, à la rescousse

Bandiera rossa, bandiera rossa

Le drapeau rouge, le drapeau rouge

Avanti popolo, alla riscossa

En avant, ô peuple, à la rescousse

Bandiera rossa trionferà

Le drapeau rouge triomphera !

(Ritornello)

(Refrain)

Bandiera rossa deve trionfar (x3)

Le drapeau rouge doit triompher

Evviva il comunismo e la libertà!

Vive le communisme et la liberté !

Avanti o popolo, alla stazione

En avant, ô peuple, à la gare

Rivoluzione, rivoluzione

Révolution, révolution

Avanti o popolo, alla stazione

En avant, ô peuple, à la gare

Rivoluzione trionferà

La révolution triomphera

(Ritornello)

(Refrain)

Non più nemici, non più frontiere

Plus d'ennemis, plus de frontières

Son'i confini, rosse bandiere

Les limites sont des drapeaux rouges

O proletari, alla riscossa

Ô prolétaires, à la rescousse

Bandiera rossa trionferà

Le drapeau rouge triomphera

(Ritornello)

(Refrain)

Avanti o popolo, alla stazione

En avant, ô peuple, à la gare

Rivoluzione, rivoluzione

Révolution, révolution

Avanti o popolo, alla stazione

En avant, ô peuple, à la gare

Rivoluzione trionferà

La révolution triomphera

(Ritornello)

(Refrain)

Evviva il comunismo e la libertà

Vive le communisme et la liberté



La réalisatrice

Coupez !

Super, c'est dans la boîte !

La quatrième est la bonne, je vous remercie.

On passe maintenant à la mise en place des ouvriers
pour la marche de la faim de 1933 entre Saint-Nazaire et Nantes.

Les accessoires sont prêts ? Moteur !

CHAPITRE III. 1932. LA FERMETURE DES FORGES DE TRIGNAC

Vers la fin du 18^{ème} siècle, Trignac n'est qu'un hameau entouré de marais. Ses habitants, installés près des îlots de Berre, Trembly, Hocquart ou Aine, pratiquent la chasse et la pêche, utilisent et vendent la tourbe et les roseaux. Vers la fin du 19^{ème} siècle, Trignac dépend de la commune de Montoir-de-Bretagne et ne compte que 319 habitants. Son histoire est donc étroitement liée à celle de Montoir-de-Bretagne. Le 31 mars 1914, Trignac est érigée en commune indépendante.

La 'mangeuse d'hommes'



Les Forges en 1930. © Mairie de Trignac

Les Forges, établissement industriel métallurgique, sont implantées en 1879 sur Trignac. De nombreuses usines s'y installent ensuite sans jamais y rester plus de dix ans. Surnommée « la mangeuse d'hommes », la Forge, on dit le plus souvent les Forges, va fonctionner une soixantaine d'années, jalonnée de faillites et de liquidations judiciaires.

De nombreux mouvements ouvriers s'y déroulent, dont le plus célèbre reste celui de 1894 quand une grève très dure arrête la production. Les Forges sont également le symbole de la cité ouvrière qui s'est construite tout autour, constituée de petites maisons entourées de jardinets proposées aux meilleurs ouvriers. Elles sont encore visibles dans certains quartiers de la ville.

La crise de la construction navale en 1920 frappe les UMBL⁴ de plein fouet. Alors que l'effectif maximum est atteint en mai 1921 avec 3 200 personnes, ce chiffre chute à 1 960 en août, pour augmenter ensuite en 1923. Mais l'usine manque toujours de matières premières et ne travaille jamais à plein régime. En 1926, les Usines Métallurgiques de la Basse Loire sont à leur tour rachetées par les Forges et Aciéries du Nord Est (FANE).

⁴ IMBL : Usines Métallurgiques de la Basse Loire

La période qui suit voit le nombre d'ouvriers osciller, les salaires baisser. Une rénovation du site a lieu en 1930.

Le contrecoup de la crise industrielle de 1929 fait d'énormes dégâts en France et entraîne l'arrêt des hauts-fourneaux de Trignac en 1932. Il ne reste sur le site qu'une petite équipe de maintenance. Juste avant la deuxième guerre mondiale, l'usine rouvre pour raisons stratégiques, financée par l'État pour participer à l'effort de guerre. Pas pour longtemps, car les Allemands la réquisitionnent ensuite. En 1943, les bombardements alliés détruisent la majeure partie de Trignac et touchent sérieusement les Forges. En 1945, la remise en route aurait été possible, mais malgré 30 millions de dommages de guerre, les Forges et Aciéries du Nord Est préfèrent investir dans l'Est et fermer définitivement le site de Trignac.



Aciéries, Hauts-Fourneaux et Forges et Trignac (Loire-Inférieure) - Le groupe des hauts-fourneaux avec fours à vent chaud Whitwell, tours cylindriques, la soufflante et l'estacade de déchargement
Carte postale: Collection Delaveau, St-Nazaire. Collection : industrie.lu

Aujourd'hui les Forges ne sont plus ce qu'elles ont été durant leur période de prospérité. Pour des raisons de sécurité, le site est fermé au public. Pourtant il reste des vestiges impressionnants de ce patrimoine industriel : l'aire de stockage des matières premières, l'estacade à charbon, des silos et les fours à coke, la base et les cheminées tronquées d'un haut-fourneau. Un paysage grandiose qui intrigue et caractérise la particularité et l'attractivité de la ville de Trignac.

Haut lieu symbolique du patrimoine industriel du bassin nazairien, les Forges conservent le souvenir d'un lieu de labeur et de souffrance qui représente la fin d'un règne industriel.

Le 27 juin 1933, la « Marche de la faim »

Plus d'un millier de chômeurs et d'ouvriers partent de la gare de Saint-Nazaire. À Bellevue, ils sont rejoints par le cortège des Trignacais, le maire Julien Lambot en tête. Les Montoirins et Briérons augmenteront encore ce long cortège.



27 juin 1933. Ils et elles marchent de Saint-Nazaire à Nantes.

© ASSOCIATION ATLC Trignac

« En fait, rares sont les mobilisations sociales qui, depuis deux siècles, ont fait l'impasse sur la défense du pouvoir d'achat, résume Christophe Patillon, animateur du Centre d'Histoire du Travail⁵.

En 1835, dans une enquête sociale sur Nantes, le docteur Guépin a écrit à propos du prolétariat : « Vivre pour lui, c'est ne pas mourir. Il est difficile d'échapper à la misère quand on fait partie de la classe ouvrière, puisque la crise, une maladie, le chômage ou la vieillesse vous fait rapidement basculer dans la pauvreté. »

La marche de la faim va rassembler 2 000 chômeurs, partis à pied de Saint-Nazaire. Ils mettront deux jours pour arriver à Nantes, après une nuit à la belle étoile. Ils demandent du travail.

On rapporte les propos de cette mère : « Embrasse ton papa, mon petit. Tu vois, il est déjà bien fatigué. Il ira quand même à Nantes te chercher du pain. »

⁵ Depuis 1981, le Centre d'histoire du Travail de Nantes (CHT) s'efforce de faire vivre la mémoire des mouvements ouvriers, et plus largement des mouvements sociaux, à l'échelle de la Loire-Atlantique.



28 juillet 1933. Arrivée de la marche de la faim au vélodrome Petit-Breton à Nantes.
Collection Saint-Nazaire Agglomération. Fonds François Blanche

À l'arrivée, les délégués ouvriers remettent leurs doléances à la Préfecture de Nantes avec en priorité la commande de navires pour les chantiers nazairiens. Malgré l'énorme retentissement de cette manifestation, il faudra attendre huit mois pour la commande du paquebot « Ville d'Alger ».

Julien Lambot, maire de Trignac

Né le 19 février 1888 à Saint-Nazaire d'un père chaudronnier et décédé le 24 décembre 1959, Julien Lambot est élu maire de Trignac pour la première fois en 1919.

Orphelin à dix ans, il entre à l'usine de Trignac deux ans plus tard. À 15 ans, il embarque sur un long courrier. Il devient membre du Syndicat des Inscrits Maritimes en 1907. Après la guerre, il revient à l'usine de Trignac comme ajusteur. Il adhère alors au Syndicat des Métallurgistes et au Parti socialiste. En 1940, après sa démission du conseil municipal, il part travailler dans une carrière à Nozay.

Après les élections municipales du 7 décembre 1919, il devient le premier maire socialiste du département Loire Inférieure⁶. Il sera réélu en 1925, 1929, 1935 et pour la dernière fois en 1945.

⁶ Le département de Loire Inférieure est renommé Loire Atlantique en 1957.

La deuxième guerre mondiale marque une interruption dans son mandat municipal. En 1940, il refuse en effet le serment à Pétain et démissionne. C'est l'instituteur René Pegourie, désigné par le régime de Pétain par « délégations spéciales » qui assure l'intérim jusqu'à la libération.

Dès la libération de la poche de Saint-Nazaire le 8 mai 1945, il reprend ses fonctions de maire et prend pour secrétaire Augustine Bihan. En 1947, il laisse sa place à André Hazo. Augustine Bihan, maire de Trignac de 1971 à 1977, rend, lors de la cérémonie d'inauguration du collège Julien Lambot de Trignac le 23 novembre 1974, un hommage poignant à l'ajusteur, travailleur infatigable, aux qualités humaines incomparables.

Ce qu'il laisse dans l'histoire de Trignac

Les noms actuels des rues de Trignac montrent incontestablement son passage (Brunelière, Danton, Ferre, Gautier, Jaurès, Pasteur, Pelloutier, Renan, Séailles, Sembat, Verne, Zola...). Et pour cause, il est arrivé à un moment où il était nécessaire d'organiser le territoire de la commune en commençant par le centre-ville.

Après le désastre de la guerre 39-45, il faut reconstruire. Julien Lambot et sa secrétaire se donnent sans compter pour s'occuper des réfugiés en créant des logement « *provisoires* ». Ainsi la Cité de Savine durera plus de 20 ans. Nous lui devons également le groupe scolaire «Jaurès-Curie» et le collège de Certé porte son nom.

Scène 3. La marche de la faim de Saint-Nazaire à Nantes

Un ouvrier

Ici à Saint-Nazaire, comme à Trignac on sait c'que c'est qu'la faim !

Un ouvrier

Pour sûr qu'on n' mange pas à notr' faim tous les jours. Par contre c'est tous les jours qu'on la risque not' peau aux forges de Trignac....

Un ouvrier

La mangeuse d'hommes qu'on l'appelle cette aciérie, c'est tout dire ! C'est dire si la vie y est douce !

Un ouvrier

Ça dit toute la souffrance et les années de luttes ! Et dans tous ces combats, l'espoir de toute une population. Aujourd'hui que les forges sont fermées, on en regretterait presque c'qu'on y vivait

Un ouvrier

Arrête tes conneries, c'est pas cette salop'rie qu'tu regrettes, c'est la paye de ta sueur !



Un ouvrier

Les gars, j'vous cherche depuis un moment !
Ça y est, le cortège est parti de la gare de Saint-Nazaire, direction Préfecture de Nantes ! Paraît qu'i sont près d'un millier.

Faut r'joindre Bellevue. Les Montoirins et les Briérons feront aussi la jonction, qu'y paraît. Le maire de Trignac va marcher en tête !



Un ouvrier

M'étonne pas d'lui , c'est un sacré, le Julien Lambot⁷!

Un ouvrier

Tu dis ça parce que t'es socialiste !

Un ouvrier

Parfaitement et fier de l'être !

Un ouvrier

Allez les gars faut y aller. Vous avez toul'temps d'vous prendre la tête, y en a pour quelques heures à marcher jusqu'à Nantes !

Un ouvrier

T'as raison, perdons pas not'souffle ! En attendant j'vais t'montrer comment ça marche un socialiste !

Un ouvrier

Comme un communiste, un pied après l'autre !

*Ils se marrent. Sur les pancartes on peut lire :
« Les chômeurs ne veulent pas mourir de faim », « Du travail ou du pain » !*

Un ouvrier

En attendant, socialiste ou communiste, tendez vos mains et prenez vos pancartes, car j'vais pas tout porter tout seul, moi l'syndicaliste !

Ils se marrent en se distribuant les pancartes

Une ouvrière

Nous les femmes, on soutient nos hommes, on va aider au ravitaillement, certaines vont même suivre la marche. Les autres, elles gardent les gosses qui sont si fiers de leurs pères !

⁷ Né le 19 février 1888 à Saint-Nazaire d'un père chaudronnier et décédé le 24 décembre 1959.

Il est élu Maire de Trignac pour la première fois en 1919.



Certains diront peut-être que c'est qu'une cohorte de miséreux comme au Moyen Âge. On comparera peut-être nos hommes aux prisonniers et aux bagnards.

Mais nous on sait qui on est ! Des travailleurs dignes !

C'est pas la charité qu'on demande, c'est la justice !

Un ouvrier, s'adressant au public

Les conséquences de la crise de 1929 en France n'atteignent pas tout à fait les sommets connus aux États-Unis ou en l'Allemagne.

Pourtant le nombre de chômeurs explose en France : 426 000 en 1935, plus de 860 000 en mars 1936.

Le climat xénophobe des années 1930 fait le reste.

Une loi d'août 1932 a fixé le principe de quotas de travailleurs étrangers dans les entreprises.

Près de 140 000 Polonais sont renvoyés dans leur pays entre 1931 et 1936, notamment dans des trains affrétés par les compagnies minières du Nord.

Le recensement de 1936 comptabilise 700 000 étrangers de moins qu'en 1931... Du 18 novembre au 2 décembre 1933, pour pousser les revendications des ouvriers et lutter contre la xénophobie accentuée par le chômage, la CGTU, la Confédération Générale du Travail Unitaire organise une grande marche des chômeurs, de Tremblay à Saint-Denis près de Paris et de Saint-Nazaire à Nantes.



Ça ne suffira pas....

En 1934, les ligues fascistes prennent de l'ampleur....

CHAPITRE IV. LA MENACE FASCISTE

Dès les années 30, les ligues fascistes s'organisent pour prendre le pouvoir. On ne peut pas comprendre l'arrivée du Front populaire sans évoquer la tentative de coup d'état fasciste de 1934.

Le 6 février 1934.

Une manifestation dominée par les ligues d'extrême droite tourne à l'émeute place de la Concorde à Paris. Elle a raison d'un gouvernement confié au radical Édouard Daladier le jour même et démissionnaire le lendemain. Elle n'est pas un coup d'État fasciste, moins encore une révolution, et pourtant elle demeure un symbole, celui du pouvoir de la rue, un drame sanglant et le moment d'une grande peur à gauche, ou mieux parmi les gauches, confrontées à la montée depuis leurs bases militantes de fortes aspirations unitaires. Elle est le moment paroxystique d'une mobilisation, d'une contestation d'une grande violence, commencée plus tôt et prolongée au-delà.

Le 6 février ne surgit pas de rien, il ponctue une crise économique et politique profonde, américaine et allemande avant d'avoir été française, dont les gouvernements qui se succèdent n'ont pas su sortir, et qui se nourrit des scandales et du ressentiment contre le régime de la III^e République. L'événement est un choc suffisamment puissant pour que ses échos résonnent jusqu'à nos jours et nourrissent la comparaison avec notre contemporain.

D'où surgit le 6 février 1934 ?

D'une crise multiforme, économique et politique, qui déverse dans la rue les militants des formations des droites nationalistes : les ligues.

L'hostilité contre les gouvernements élus depuis mai 1932, bâtis sur des coalitions de centre gauche⁸, ne cesse de grandir à droite. Les socialistes n'y participent pas et ces cabinets successifs reposent donc sur le parti radical presque seul. La priorité, pour les chefs des droites, est d'éviter un éventuel ralliement des socialistes par la mobilisation dans la rue. Tous considèrent qu'il faut imposer du dehors du Parlement les mesures qu'il semble incapable de prendre. Des formations politiques nationalistes originales, mouvements et non partis, les ligues, entendent se charger de ce coup de force.

Leur modèle est l'Action française, groupée autour du journal du même nom et du théoricien du nationalisme intégral, Charles Maurras. Les Jeunesses patriotes (JP) de Pierre Taittinger ont un style martial et paramilitaire nourri par un anticommunisme de combat. Les effectifs parisiens de ses « groupes mobiles » sont en réalité faibles. Les Croix-de-Feu, quant à elles, sont destinées à l'origine, en 1927, à rassembler une élite du feu : n'y sont admis que les combattants décorés ; mais sous l'impulsion de son chef, le lieutenant-colonel de La Rocque, l'organisation élargit son recrutement à toutes les classes sociales et prend une ampleur nouvelle.

⁸ Coalitions de centre gauche⁸, dites de « néo-cartel », en référence au cartel des gauches de 1924

D'autres organisations surgissent des tensions du début des années 1930. C'est le cas de la Solidarité française, financée par le riche patron nationaliste François Coty. Le mouvement créé en juin 1933 rencontre un grand succès initial, adopte un style volontiers violent (son noyau militant s'enchemise en bleu et salue le bras tendu « à la romaine »), aspire à un régime autoritaire dans le style mussolinien et voit en Hitler le principal rempart contre Staline.

Ces ligues, en dépit de leur dynamisme, n'ont pas d'état-major général, elles ne décident pas d'actions communes « au sommet ». Une peur commune et profonde agite tous ces ligueurs : celle de la liquidation des acquis de la victoire de 1918 et de l'inutilité du sacrifice de la Grande Guerre, qui nourrit une véritable mystique. C'est au sein de la « génération du Feu » que les droites espèrent trouver la relève morale salutaire.

La crise économique mondiale déclenchée aux États-Unis en octobre 1929 touche la France avec un décalage chronologique qui s'explique par la moindre dépendance de l'économie nationale à la croissance américaine. La peur du chômage, qui grimpe, s'ajoute à la mobilisation antifiscale, au sentiment d'impuissance et au naufrage de l'illusion de l'immunité française à la crise.

Plus encore qu'économique, la crise paraît bien davantage morale aux hommes du 6 février, et c'est à l'esprit de 1914, à la « race » française et à la force qu'ils font appel, contre la décadence et la corruption du régime parlementaire. L'antiparlementarisme est le principal carburant des événements de 1934, nourri par une instabilité gouvernementale bien réelle et par le dégoût pour les « affaires ».

L'affaire Stavisky est un catalyseur. Alexandre Stavisky est un escroc de génie dont les entreprises frauduleuses changent d'échelle à la fin des années 1920. L'affaire du Crédit municipal de Bayonne éclate fin 1933 et révèle l'ampleur de son réseau de corruption et d'influence. Le gouvernement radical formé par Camille Chautemps en novembre 1933 va être emporté par le scandale : faveurs et compromissions éclatent au grand jour. Pour Chautemps c'est une catastrophe qui se transforme en désastre avec le suicide de Stavisky le 8 janvier 1934. Toute la presse, à droite, mais aussi à gauche, soupçonne un assassinat. Le 9 janvier, un millier de membres des Camelots du roi, le service d'ordre et de protection de l'Action française, manifestent boulevard Saint-Germain au cri d'« À bas les voleurs » : c'est le premier acte vers le 6 février.

Les ligues mobilisent.

Ils sont 4000 le 11 janvier, selon la police. Le 27 janvier, le gouvernement démissionne. L'agitation nationaliste gagne la capitale chaque soir, la violence augmente, les manifestants harcèlent la police en jetant à ses agents tout ce qui leur tombe sous la main, puis en se dérobant : à ces « armes par destination » s'ajoutent les habituelles cannes et manches de pioche des Camelots et des Jeunesses Patriotes. Progressivement, la foule parisienne et populaire des faubourgs, sympathique au mouvement et chauffée à blanc par la presse, se joint aux manifestants. Elle va jouer un rôle déterminant le 6 février. Le 25 janvier, la branche parisienne de l'Union nationale des

combattants (UNC), une puissante association d'anciens combattants proches des droites nationalistes (72000 membres au total), décide de mobiliser ses groupements. Bien que sa direction soit, elle aussi, éclaboussée par l'affaire Stavisky, son appoint est déterminant pour la suite.

Cette mobilisation met les droites en ébullition dans la capitale. Il faut encore un déclencheur : il vient du déplacement forcé du préfet de police Chiappe. À la tête de la police parisienne depuis 1927, Chiappe est détesté par la gauche et les socialistes font de sa démission la condition d'un éventuel soutien à un gouvernement d'Union nationale dirigé par le radical Daladier, successeur présumé de Chautemps. C'est surtout un ennemi juré des communistes, dont il interdit les manifestations dans la capitale, qu'il étouffe par des arrestations préventives redoutablement efficaces. Ces derniers ne lui ont jamais pardonné la répression brutale des mobilisations contre l'exécution des anarchistes Sacco et Vanzetti en 1927. Chiappe est muté le 3 février au soir. Daladier, qui doit obtenir la confiance de la Chambre le 6, sait que cette décision ne passera pas sans heurts. Mais personne n'imagine ce que deviendra le 6 février. L'UNC de la Seine, l'AF, les Croix-de-Feu, les Jeunesses Patriotes et la Confédération générale des contribuables appellent à manifester. La Rocque a mobilisé ses Croix-de-Feu impatients dans la rue le 5, et le soir même, appelle à manifester dès le lendemain : c'est la peau du gouvernement Daladier qu'il veut. Les attaques antisémites contre Blum sont directes, l'appel au peuple contre les « politiciens pourris » pressant.

La manifestation

La division des instigateurs de la manifestation du 6 comporte une première conséquence : elle va commencer en plusieurs points de la capitale. Le dispositif policier prévu pour y faire face est massif ; c'est toute la police parisienne qui est mobilisée. 30 000 manifestants se répandent dans la capitale et c'est un noyau de quelques milliers d'émeutiers au maximum qui joue le premier rôle sur la Concorde. La place devient l'épicentre de l'émeute, pour deux raisons : elle a été négligée dans le dispositif policier initial, au profit de la protection de l'Élysée, de l'Hôtel de Ville, du ministère de l'Intérieur. C'est donc rive droite que tout se joue, car les cortèges de la rive gauche sont bloqués par les cordons des forces de l'ordre.

Place de la Concorde l'agitation est péniblement contenue par des effectifs policiers en nombre insuffisant. Les premiers coups de feu, sans doute tirés par des agents en difficulté, retentissent vers 19 h 20. Les premiers morts tombent quelques minutes plus tard quand les manifestants tentent de franchir le pont de la Concorde. La fusillade déclenchée par la police est nourrie. Les foyers d'agitation se multiplient. À 23 h 30 une dernière charge des forces de l'ordre reprend le contrôle de la place. La fusillade reprend de plus belle. Les groupes se dispersent, c'est terminé. Quinze morts, dont un membre des forces de l'ordre, restent sur le pavé ; quatre autres personnes meurent de leurs blessures dans les semaines, les mois qui suivent. Quant aux blessés, on les dénombre par centaines.

Près de la moitié des blessures infligées à la police l'ont été par des jets de projectiles ; parmi les manifestants, 84 personnes sont blessées par balles. La sociologie des victimes met en avant une autre conclusion : le 6 février est le fruit de la révolte des classes moyennes inférieures, pressurées par la crise et par la politique gouvernementale d'austérité, que les ligues ont été capables d'emmener à leur suite.

Le lendemain, par une affiche qui ne fut jamais collée du fait de sa démission, annoncée à 16 heures, Daladier dénonce un « essai de coup d'État » organisé par des « factieux ». Cette interprétation des événements va dominer à gauche. Les droites espèrent l'émergence d'un homme providentiel ; en lieu et place, c'est Gaston Doumergue, âgé de 71 ans, qui forme un gouvernement d'Union nationale (le maréchal Pétain y est ministre de la Guerre). Ce nouveau gouvernement tombe dès novembre 1934. Le soir même du 7, de nouveaux affrontements, de moindre ampleur, se produisent. Ils vont se prolonger durant les semaines qui suivent, entre les droites et les gauches. Car l'initiative, désormais, est passée à gauche, en dépit de sa division.

De la division à l'unité

La division entre les communistes ralliés à l'Internationale communiste et les socialistes de la « vieille maison » autour de Léon Blum remonte au congrès de Tours en décembre 1920 : elle s'est nourrie d'une décennie de rivalités et d'imprécations réciproques. Au début des années 1930, la situation des deux partis n'est pas bonne. Le Parti communiste est plus que jamais isolé et il ne dispose guère que d'une dizaine de députés à la Chambre. Les socialistes sont confrontés, quant à eux, à de fortes tensions internes. Le 6 février, ils adoptent une stricte attitude défensive et mobilisent leurs Jeunes gardes, le service d'ordre du parti, pour protéger le siège et les sections ; à la Chambre. Ils ont voté la confiance à Daladier, sous la pression des circonstances, dira Blum.

Le 6 février des communistes est plus complexe. Ils participent activement à l'agitation de février alors que toute la gauche est à la veille d'un tournant unitaire, dont les communistes devaient finalement être les principaux bénéficiaires. Les événements de 1934 en France se situent dans le sillage d'un séisme autrement plus puissant pour les communistes : l'arrivée de Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933 et la destruction, malgré sa puissance apparente, du parti communiste allemand.

Les tensions internes au PCF sont très fortes et face au danger « fasciste » et « hitlérien », le principe d'initiatives communes avec les socialistes est âprement discuté à l'intérieur du parti.

Avec Hitler, le spectre de la guerre renaît.

9 et 12 février 1934 : l'initiative passe à gauche

Les suites du 6 février sont déterminantes à un double titre pour les gauches, à commencer par les communistes : les manifestations du 9 et du 12 février vont déborder les limites étroites dans lesquelles la direction du parti tente de conserver le mouvement. Dans l'immédiat, deux initiatives s'avèrent déterminantes : l'organisation le 9 d'une manifestation séparée des gauches socialiste et communiste, et le 12 février, la grève générale de la CGT. La préparation de la manifestation du 9 est révélatrice : la direction communiste n'en est pas à l'origine, mais s'y rallie dans un esprit rigide de « front unique », multipliant les imprécations contre les socialistes et les syndicalistes confédérés. Pourtant le 9, les communistes sont en force. Mais la manifestation a une première conséquence : les communistes ont engagé la reconquête de la rue, encore dominée par les droites. La « grève générale » du 12, pour la CGT⁹, est quant à elle le seul moyen de « faire échec au coup d'État réactionnaire », selon les termes de son secrétaire général, Léon Jouhaux. Les communistes annoncent leur soutien au mouvement la veille et engagent ainsi un processus de rapprochement par la base. En dépit de situations très diverses, en région parisienne comme en province, et de la persistance parfois de la division entre les organisations, le succès est incontestable : cours de Vincennes, les deux cortèges socialiste et communiste, organisés séparément, se rejoignent, à l'initiative très claire des manifestants qui s'impatiente devant les pudeurs de la direction.

Conclusion

Cet anniversaire du 6 février semble raviver de vieux souvenirs, recomposés par un nouveau vocabulaire – « gilets jaunes », populisme, maintien de l'ordre, union et désunion des gauches... À chaque fois que la rue parle, le souvenir du 6 février rejaillit. Il n'est jamais très loin non plus quand renaît la « demande d'autorité » réelle ou supposée qui s'exprimerait dans le pays. Rien n'interdit par ailleurs de confronter le 6 février à d'autres contextes. La comparaison avec le 7 janvier 2021 aux États-Unis, le jour de l'assaut contre le Capitole, est à cet égard fascinante.

C'est sans doute pour les gauches que le 6 février est devenu le plus clair. Le premier héritage de cette lutte est juridique : les ligues sont dissoutes en vertu de la loi du 10 janvier 1936, adoptée avant l'arrivée au pouvoir du Front populaire.

Le 6 février est aussi, pour les gauches, un coup de semonce et un pivot. Leur division leur est apparue plus que jamais comme une certitude de défaite et c'est de ce constat, qui a saisi leurs « bases » avant tout, que naît le Rassemblement populaire – une expérience volontariste en politique, menée par une pratique démocratique et à ce titre, profondément originale dans une Europe « brune » de plus en plus martiale.

⁹ La CGT est séparée depuis le début des années 1920 d'avec sa rivale communiste, la CGTU

À Saint-Nazaire, le 8 février 1934 : « À bas Paquet ! »

En réaction à la violente manifestation du 6 février 1934, le mouvement ouvrier nazairien appelle les habitants à descendre massivement dans la rue pour y défendre la République menacée. Cette manifestation populaire offre l'occasion aux travailleurs de conspuer Georges Paquet, le directeur des Ateliers et chantiers de la Loire. D'une pierre deux coups ? Pas vraiment...



Entête du *Réveil syndicaliste*, organe hebdomadaire de l'UD CGT de Loire Atlantique
© Archives CHT

Ce 8 février 1934, à l'appel notamment de la CGT, de la SFIO, dont le maire, François Blancho est membre, de la Ligue des droits de l'homme (LDH) ou de la Libre Pensée, ce sont plus de 3000 personnes qui se rassemblent Place de la gare. On peut même y retrouver des militants ouvriers de la CGTU « communiste ». L'heure est au rabibochage entre les frères ennemis. D'ailleurs, après le discours d'Emmanuel Jouvance (CGT) appelant à une lutte énergique contre la menace fasciste, c'est Maurice Birembault (CGTU) qui prend la parole et exhorte à la constitution d'un front unique pour mener ce combat.

Après le meeting, le cortège se dirige vers la place de la République, et s'arrête une première fois devant l'immeuble du *Courrier de Saint-Nazaire*, journal de la droite catholique et conservatrice. Ensuite vient le tour du domicile de Georges Paquet, directeur des Ateliers et Chantiers de la Loire (ACL), bon catholique et père de seize enfants, lequel se fait copieusement conspuer ! Puis le cortège se disloque au terminus prévu. Mais pourquoi s'en prendre au très pieux Paquet ? Parce qu'il est, comme son beau-père Arsène Chaumier (banquier et membre du Comité de la droite), un membre actif de la ligue dirigée par Charles Maurras et Léon Daudet (l'Action française), étant même le « représentant autorisé » de cette dernière sur Saint-Nazaire¹⁰.

¹⁰ Georges Paquet (1873-1959) est membre du Comité royaliste de la droite, tout en étant rédacteur depuis 1926 au sein du *Courrier de Saint-Nazaire*. Cf. Franck LIAIGRE, *L'étrange ascension d'un maire de Nantes*. André Morice, *la Collaboration et la Résistance*, Editions de l'Atelier, Paris, 2002, pp. 105-106.



Imposante banderole dépliée lors de la manifestation du 12 février 1934 (DR).

Cette ligue d'extrême-droite, royaliste et antisémite, fort active sur Nantes, n'est pas absente des rues nazairiennes. Par les Camelots du Roi avec l'aide des Jeunesses patriotes, on lui prête même l'intention de manifester bruyamment et de lancer ses nerfs à l'assaut de la Bourse du travail. Ils n'en feront rien...

Le lundi suivant, 12 février, à Saint-Nazaire comme dans la plupart des villes, l'appel à une grève de 24 heures lancé par la CGT est très suivi.

Et de nouveau, les 6000 manifestants ont l'occasion de faire une halte devant le domicile de Georges Paquet pour lui donner l'aubade...

Scène 4. Aubade à Georges Paquet ! »

Le crieur de rue, *posté sur un plot, commente avec son texte en main*
Emmanuel Jouvance de la CGT appelle à une lutte énergique contre la menace fasciste,

Maurice Birembault de la CGTU exhorte maintenant à la constitution d'un front unique pour mener ce combat !!!!

Ils sont rejoints par le deuxième groupe.

Les deux groupes d'ouvriers et d'ouvrières se rapprochent et se regardent immobiles.

Au milieu d'eux, une femme et un homme apportent une silhouette représentant le fasciste Georges Paquet et rejoignent chacun l'un des deux groupes. Tous et toutes se congratulent sur la musique, font quelques pas de danse.



Puis face à la silhouette, ils et elles envoient en rythme des balles de mousse, en distribuent à quelques personnes du public.

Le crieur pendant l'envoi des balles, commente avec son texte en main Maurice Birembault de la CGTU exhorte maintenant à la constitution d'un front unique pour mener ce combat ! Emmanuel Jouvance de la CGT appelle à une lutte énergique contre la menace fasciste !

La silhouette est ensuite abattue par quelques cégétistes. Une ronde se forme autour de la silhouette abattue ! Le drapeau rouge revient au centre !

Le crieur

Aubade à Georges Paquet,

Membre de l'Action française,

Ligue d'extrême-droite,

Royaliste, antisémite

Georges Paquet,

Tes nervis ne vont pas gagner !

Front unique contre le fascisme

Libertés et République menacées, Unité
des ouvriers

À bas le très pieux Paquet

À bas Paquet, directeur des Chantiers

À bas le fasciste Paquet,

Solidarité des ouvriers !



Réalisatrice

Merci à toutes et tous de cette belle participation....

On ne coupe pas, dans cette même belle énergie antifasciste, on enchaîne sur les grèves de la joie.

CHAPITRE V. 1936. LE FRONT POPULAIRE

1936-1938. L'histoire du Front populaire



Sur la photo: Léon Blum (SFIO, socialiste, qui devient président du conseil), Edouard Daladier (au second plan, roulant une cigarette, parti radical, ministre de la Défense), Maurice Thorez (parti communiste) et Roger Salengro (SFIO, ministre de l'Intérieur).

L'alliance des classes moyennes avec la classe ouvrière.

Constituée le 14 juillet 1935, la coalition du Front populaire rassemble aux côtés des socialistes, le Parti communiste et le Parti radical, réalisant ainsi pour la première fois cette « alliance des classes moyennes avec la classe ouvrière » que Maurice Thorez appelait de ses vœux.

Loin d'être révolutionnaire, le programme modéré du Front populaire, dont le slogan est « le pain, la paix et la liberté », ne propose pas de réelles réformes structurelles d'envergure. Il réussit néanmoins à remporter l'adhésion d'une grande partie de la population aux élections d'avril - mai 1936. Pour la première fois dans l'histoire de la Troisième République, le groupe socialiste recueille une majorité de sièges à la Chambre avec 147 élus, la S.F.I.O. dirigée par Léon Blum arrivant en tête, suivie par les radicaux avec 106 élus et les communistes avec 72 élus. Cette victoire de la gauche permet à Léon Blum dès le 4 juin 1936 de prendre officiellement la direction du nouveau gouvernement socialiste. À peine arrivé au pouvoir, celui-ci doit faire face à un mouvement de grèves inattendu. Il est déclenché le 11 mai 1936 dans les usines Bréguet au Havre à la suite du licenciement d'ouvriers qui avaient refusé de travailler le 1er mai. Ce mouvement se propage rapidement à l'ensemble du territoire.

Les grèves de mai-juin 1936

D'une ampleur sans précédent, cette explosion sociale spontanée résulte de la conjugaison de plusieurs facteurs : à l'enthousiasme suscité par la victoire électorale des socialistes s'ajoute la méfiance populaire vis-à-vis de la classe politique, née des frustrations qui suivirent les victoires de la gauche en 1924 et en 1932, et les aspirations révolutionnaires qui animent une partie de la classe ouvrière.

Mobilisant deux millions d'ouvriers, ces grèves revêtent un caractère nouveau : d'une part, elles se traduisent par l'occupation des lieux de travail par les ouvriers, destinée à immobiliser les machines et à empêcher le patronat d'employer un personnel de remplacement. D'autre part, les ouvriers adoptent volontairement un comportement pacifiste exemplaire, évitant tout incident violent ou toute destruction de matériel. Contrairement aux conflits sociaux des années 1920, ces "grèves de la joie" ne sont pas suivies d'une répression brutale. Débordant le secteur de la métallurgie, ces grèves atteignent d'autres branches de l'industrie et, même, du commerce.

Les négociations

Menées entre les syndicats et le gouvernement, elles débouchent sur **les accords de Matignon le 7 juin 1936**. Ceux-ci prévoient :

- une augmentation des salaires de l'ordre de 7 à 15%,
- le respect du droit syndical,
- la création des délégués du personnel dans les entreprises
- le principe de la généralisation des conventions collectives, instituées par la loi du 25 mars 1919.

Devant la poursuite du mouvement de grève, malgré les appels à la reprise du travail de Léon Jouhaux de la CGT, ces accords sont complétés les jours suivants par un arsenal législatif visant à améliorer les conditions de travail des ouvriers :

- loi des 40 heures hebdomadaires
- loi sur les congés payés d'une durée de 15 jours.

De l'espoir à la disparition

Destinées à remédier à la crise économique et au chômage, ces mesures sociales suscitent une immense espérance en des jours meilleurs au sein de la classe ouvrière.

Après les espoirs suscités lors de sa victoire aux élections législatives de mai 1936 et la formation du gouvernement Blum, le Front populaire entre au cours de l'année 1937 dans une véritable agonie. Après l'ambitieux programme de l'été 1936 Blum, affaibli par la détérioration de la conjoncture économique et l'hostilité des milieux d'affaires et financiers, est obligé dès le mois de février 1937 d'annoncer une "pause", et il explique à la radio qu'il faut digérer les réformes engagées et regagner la confiance. La coalition des partis de gauche (communistes, radicaux et socialistes) s'avère de plus en plus fragile. Blum démissionne le 20 juin 1937.

L'agonie du Front populaire. Juin 1937-Novembre 1938.

Le changement de cap du Front populaire puis la crise qui aboutit à sa disparition en novembre 1938 se déroulent selon un processus en trois étapes.

Deux ministères du radical Camille Chautemps se succèdent de juin 1937 à mars 1938. Le premier (juin 1937-janvier 1938) se présente comme un gouvernement de Front populaire, mais l'attribution du ministère des Finances au radical Georges Bonnet, adversaire du Front populaire, implique un changement d'orientation. Les socialistes qui n'entendent pas rompre avec les communistes quittent le gouvernement en janvier 38, et un nouveau ministère Chautemps se constitue. Il va tenir jusqu'en mars 1938. En dehors de la création de la S.N.C.F. ou des tentatives de mise en place d'un statut moderne du travail afin de substituer l'arbitrage à la grève, les ministères Chautemps ne mettent en œuvre aucune des mesures du Front populaire non encore réalisées, telles que la retraite des travailleurs, la loi sur les calamités agricoles ou l'extension des assurances sociales aux non-salariés.

Immobilisme également au niveau de la politique coloniale ou internationale. Chautemps démissionne le 9 mars 1938 en raison du refus des socialistes de lui accorder les pleins pouvoirs financiers.

De mars à avril 1938, Léon Blum succède à Chautemps et propose non pas un nouveau ministère de Front populaire, mais « un gouvernement d'unité nationale autour du Front populaire » afin de faire face à la menace allemande. Il reçoit l'appui des communistes, des socialistes et de quelques élus de droite mais se heurte au refus de la quasi-totalité des groupes de droite.

Blum dépose devant les Chambres un projet de pleins pouvoirs financiers, plus radical que celui de juin 1937, dont le moteur est la relance industrielle fondée sur le réarmement, un contrôle des changes pour éviter la fuite des capitaux, un contrôle des opérations financières et un impôt sur le capital. Mais ce projet se heurte à l'opposition des radicaux. Dans une totale impasse, Lebrun propose à Camille Chautemps un replâtrage de son gouvernement.

Les socialistes refusant d'y participer, ce gouvernement ne comprend plus que des radicaux. Le centre de gravité se déplace irrémédiablement vers la droite, marquant la fin de la coalition des forces de gauche et de l'expérience du Front populaire.

Les accords de Matignon. 7 juin 1936



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Les Accords de Matignon à la une du journal l'Humanité le lundi 8 juin 1936

« Les délégués de la Confédération générale de la production française et de la CGT se sont réunis sous la présidence de Monsieur le Président du Conseil, et ont conclu l'accord ci-après, après arbitrage de Monsieur le Président du Conseil :

Art. 1. La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail.

Art. 2. Ces contrats devront comprendre notamment les articles 3 à 5 ci-après.

Art. 3. L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué en vertu du livre III du Code du travail. Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement.

Art. 4. Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15% pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7% pour les salaires les plus élevés, le total des salaires de chaque établissement ne devant, en aucun cas, être augmentés de plus de 12%.

Art. 5. En dehors des cas particuliers déjà réglés par la loi, dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, après accord entre organisations syndicales, ou, à défaut, entre les intéressés, il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers selon l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires, et des mesures d'hygiène et de sécurité.

Art. 6. La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit prise aucune sanction pour faits de grève.

Art. 7. La délégation confédérale ouvrière demande aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail dès que les directions des établissements auront accepté l'accord général intervenu et dès que les pourparlers relatifs à son application auront été engagés entre les directions et le personnel des établissements. »

Les grèves de 1936



Grévistes lors du Front populaire en 1936

© histoire-image.org

Dans la mémoire collective, les grèves du Front populaire occupent la place exceptionnelle d'un événement fondateur. Elles marquent à la fois l'accès à la dignité de ce que l'on peut nommer la classe ouvrière, l'affirmation de sa force et l'entrée dans une forme de modernité sociale qu'instaurent les « conquêtes » des accords Matignon.

Les deux premières grèves éclatent au Havre chez Breguet le 11 mai, et le 13 chez Latécoère à Toulouse, pour protester contre le licenciement d'ouvriers grévistes le 1^{er} mai. Elles sont victorieuses après une nuit d'occupation. Deux usines d'aviation à Courbevoie et Villacoublay connaissent des mouvements identiques, ainsi que les usines d'aviation et d'automobile de la banlieue parisienne¹¹. Le 28 mai, d'autres usines entrent dans le mouvement¹². Le ministre du Travail, Frossard, organise une rencontre entre l'Union des industries métallurgiques et mécaniques de la région parisienne et les syndicats. La reprise semble acquise le 30, tandis que les discussions se poursuivent, et le lundi de Pentecôte, 1^{er} juin, il n'y a plus que 10 usines occupées en région parisienne.

La grève repart vigoureusement et le 2 juin, 66 usines sont occupées à midi, 150 le soir. La province est gagnée : Fives-Lille dans le Nord le jour même, le lendemain, l'usine des Batignolles à Nantes. Renault et Citroën reprennent la grève le 4 juin. Le 6 c'est le vote de la confiance à la Chambre, et le dimanche 7 le début des négociations à l'hôtel Matignon où s'est installé Léon Blum, Président du Conseil.

¹¹ Nieuport, Lavallete, Hotchkiss, Sautter-Harlé, Lioré-Ollivier, Farman

¹² Renault, Fiat, Chausson, Gnome et Rhône, Talbot, Citroën, Brandt, Salmon, Le Matériel Téléphonique et l'imprimerie Crété.

Une première rencontre entre lui et les négociateurs choisis par la C.G.P.F.¹³ a lieu dans la nuit du 4 au 5 juin. Le patronat fixe les enjeux d'une éventuelle négociation : elle portera sur les salaires et les conventions collectives, mais pas sur les 40 heures et les congés payés qui relèvent de la loi à laquelle les patrons se plieront. Fort de ces assurances, L. Blum propose à la C.G.T. de négocier, sans risquer un refus patronal qui conduirait à l'impasse. Il demande par radio aux travailleurs le 5 juin à midi « de s'en remettre à la loi pour celles de leurs revendications qui doivent être réglées par la loi, de poursuivre les autres dans le calme, la dignité et la discipline ».

Les accords Matignon, connus le lundi 8 juin au matin, n'arrêtent pas cette seconde vague de grèves, et elle s'étend aux grands magasins le 6. Le 8 ce sont le bâtiment parisien et les assurances, tandis que des négociations immédiates évitent que les banques ne débrayent. On compte 1,5 million de grévistes. La C.G.T., le parti communiste et le parti socialiste se mobilisent pour la reprise. Le 11 juin au soir, M. Thorez prononce devant des responsables communistes réunis au gymnase Jean Jaurès, la phrase célèbre : « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue ». La métallurgie parisienne reprend le 15 juin. À la fin du mois, les vacances et les premiers congés payés approchent et le calme semble revenir.

Une troisième vague de grèves se produit fin juin-début juillet. Elle concerne d'une part des secteurs paisibles ou fortement syndiqués, d'autre part de petites entreprises artisanales dont les patrons ne peuvent payer les augmentations de salaires. En Haute-Vienne, par exemple, la porcelaine et la chaussure, relativement syndiquées, ne font pas grève en juin. Les premières grèves apparaissent dans le bâtiment, début juillet.

Dans le Loiret, on note de même une vague de grèves dans les petites entreprises fin juin. Dans le Finistère, les premières grèves, essentiellement brestoises, surviennent immédiatement après les accords Matignon. De nouvelles grèves éclatent dans le reste du département fin juin et mi-juillet, notamment dans le bâtiment. Près du Havre, les Filatures et tissages de Graville repartent en grève le 25 juin et l'occupation se termine le 14 août seulement. Cette dernière vague de grèves n'a pas l'importance des deux précédentes mais contribue à donner le sentiment que toute la France est touchée. De fait, on compte seulement trois départements exempts de grèves en mai-juillet 1936.

Au total, plus de 12 000 entreprises sont en grève dont près de 9 000 sont occupées. La grève n'affecte ni les chemins de fer, ni les postes, ni les services publics de l'État et des collectivités, mais pour le secteur privé, leur ampleur est sans précédent. C'est une véritable « explosion sociale qui vient frapper le ministère Blum au moment même de sa formation ».

¹³ CGPF : Confédération Générale de la Production Française

La réunification syndicale a donné un dynamisme nouveau à la C.G.T, mais tous la décrivent prise de court par le mouvement, comme le dit son secrétaire général, Léon Jouhaux, le 15 juin : « le mouvement s'est déclenché sans qu'on sût exactement comment et où ». Les grèves ne correspondent pas toujours à des secteurs de forte implantation : les taux de syndicalisation sont particulièrement faibles dans les secteurs à fortes grèves, comme la métallurgie (4 %), le textile (5 %), les industries alimentaires (3 %), alors qu'ils sont de 22%, 44%, 36% et 35 % dans les chemins de fer, la poste, les services publics et l'enseignement où il n'y a pas de grève. Les grands magasins connaissent une grève particulièrement spectaculaire, alors qu'ils ne comptent pas de section syndicale.

Les grèves viennent d'en bas, de la base, et non du sommet, des états-majors. On peut les dire spontanées, elles répondent à des initiatives locales, mais ces initiatives sont souvent prises par des militants, notamment des unitaires qui, depuis parfois plusieurs années, se consacrent à créer les conditions d'un nouveau rapport de force dans l'entreprise.



La grève de 1936 aux Batignolles à Nantes
SC 2312. ©Centre d'histoire du travail, coll. Batignolles"

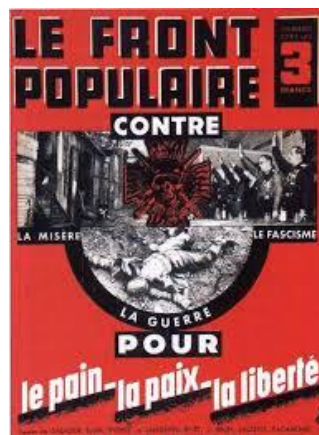
L'occupation ne donne pas aux grévistes une sécurité absolue, même si le changement de gouvernement rend improbable une évacuation par la police, ce qui change tout. La tension subsiste, les occupants restent sur leurs gardes, soucieux de contrer les tentatives de reprise de la direction, ou craignant une intervention extérieure. L'usine occupée, gardée par les piquets, se vit aussi comme une place assiégée.

La fête, quand elle éclate, est bien une vraie fête et la joie des grévistes une vraie joie. « Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange... ». ¹⁴ La fête est organisée et pour le comité de grève, c'est aussi une façon de maintenir le moral en combattant l'ennui autant que le désordre.

Les grèves se déroulent sur le plan de la revendication et celui de la fête, le plan réaliste de l'action et le plan symbolique de l'expression collective. La fête qui accompagne les grèves n'est pas gratuite, elle a un sens, elle dit quelque chose sur la communauté ouvrière, sa liberté, sa dignité et sa souveraineté. L'occupation révèle des hommes et des femmes à leurs propres yeux. Au cœur de la satisfaction profonde qui donne aux occupations leur caractère exceptionnel et inoubliable, il n'y a pas seulement le sentiment d'une dignité retrouvée et affirmée, haut et fort, mais l'émotion d'une fraternité et d'une communauté de destin.

Juin 1936 acte la délégitimation du paternalisme et institue une rupture profonde. Que l'usine soit ou non la propriété du patron importe peu, ce qui compte, c'est que le patron n'y soit pas chez lui au même sens qu'il est chez lui dans sa maison, avec sa famille. L'entreprise n'est pas une grande famille et les ouvriers ne sont pas des serviteurs. Ils ne s'engagent que pour un travail déterminé, payé d'un salaire déterminé. Ils n'attendent pas de bienfaits de leurs patrons et ne leur doivent en contrepartie aucune allégeance.

Le contrat de travail est d'ordre public, et son contenu doit faire l'objet non d'une négociation personnelle impossible entre le salarié et l'employeur, mais d'une négociation entre syndicats et patronat. La grande nouveauté, ce sont les conventions collectives, et il est révélateur qu'elles ne se généralisent qu'à partir du Front populaire, alors qu'elles ont été instituées par une loi de 1919. Avec le Front populaire, le lieu de travail sort de la sphère privée pour entrer dans la sphère publique.



Couverture d'une brochure du Front Populaire, Pain Paix Liberté, 1936

¹⁴ Témoignage de la philosophe Simone Weil. Elle utilise la première, l'expression « grève de la joie » pour qualifier les grèves ayant suivi la victoire du Front populaire au printemps 1936.

Scène 5. À l'usine, les grèves de la joie

Une ouvrière

Avant les grèves, le climat qui régnait, c'était un climat d'oppression. On ne savait jamais quand on terminait sa journée, on pouvait rester une heure ou deux de plus. Et on ne savait pas non plus si on travaillait le lendemain ! Moi j'ai commencé à bosser à 13 ans à l'usine.... C'est simple : c'était le bagne.

Alors 1936, c'est la plus grande fête populaire que j'ai jamais connue ! Tous les ouvriers occupent TOUT !



Un ouvrier

Tout ça se passe dans la meilleure bonne humeur, les communistes engueulent les socialistes, en disant « Ton Blum c'est un vrai con ! », les socialistes disent « Ton Thorez c'est un connard agressif ! », et vieux...mais tout le monde se marre car on est tous là pour la même chose : occuper et gagner !

Avant, on s'connaissait pas, aujourd'hui on bouffe ensemble, on fait la grève ensemble, y'a rien de plus beau ! C'est ça la vie : manger, dormir et faire la grève !



Une ouvrière

On n'imaginait pas qu'on imaginerait des nouvelles formes de protestation ! Et puis nous les femmes, on n'est pas en reste ! Les midinettes lèvent le poing en même temps que les métallos ! Les vendeuses en même temps que les dockers ! Faut s'imaginer, même les ouvriers agricoles débrayent !

Une ouvrière

Oui des millions d'ouvriers ont envahi leurs lieux de travail. Le fracas des machines s'est tu ! Les contremaîtres ont fui. Enfin, on respire !

À croire qu'on n'en pouvait plus d'attendre après des années d'humiliation et de souffrance. On a desserré l'étreinte, on n'est plus des bêtes de somme dociles.

Un ouvrier

C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs. Le début classique de la révolution, quoi ! T'aurais vu la tête du patron, quand il a compris qu'on occupait l'usine. C'est lui qui a baissé les yeux. Pas peu fiers qu'on était ! Ça c'est déjà une victoire....

Une ouvrière

L'arme ultime des dépossédés, c'est la grève. Le dernier atout pour ne plus courber l'échine. Il faut tout arrêter pour que tout renaisse. On va changer la France !

Une ouvrière

Oui car toute pensée doit devenir action, comme le dit la philosophe Simone Weil.

Un ouvrier

Tu connais des philosophes, toi ?

Une ouvrière

Oui, monsieur, c'est pas parce que je suis une ouvrière, que je connais rien ! Elle est ouvrière comme nous ! Elle a travaillé aux forges d'Indre ! Ouvrière ET philosophe..... Aah ça t'en bouche un coinElle dit que si on continue comme ça dans la religion de la production, dans le mythe du progrès, on va à notre perte ! Le monde ne sera plus à la mesure de l'homme. Les hommes se reproduisent, mais pas le fer.

Benoît Frachon

Si le 12 février 34 fut le début d'une démonstration d'unité révolutionnaire contre le fascisme de grandeur internationale, le mouvement de cette grande année 36 confirme l'accentuation des luttes ouvrières depuis 1928¹⁵.

On est passé de quelques 200 000 grévistes à l'époque à deux millions aujourd'hui.

La grève est toujours un combat. Un combat au cours duquel le courage et l'héroïsme des combattants ne suffisent pas à eux seuls à assurer la victoire. Il nous faut développer unitairement nos grèves....

¹⁵ 1928 – Grève des 120 000 textiles à Roubaix, Tourcoing pendant 4 mois contre les



Les ouvriers et ouvrières

Unité ouvrière !

Unité des prolétaires !

Benoît Frachon

Car le sacrifice n'est pas notre but ! Les ouvriers se battent toujours pour obtenir quelque chose, pas pour le plaisir.... C'est à la victoire que nous aspirons ! L'enjeu de la bataille contre le capitalisme, c'est la défense victorieuse des libertés ouvrières contre le fascisme sanglant, la défense des salaires, des lois sociales, l'obtention du pain et du travail pour les chômeurs ou bien c'est la misère, le retour en arrière de plusieurs siècles, les camps de travail et les camps de concentration puis, sans doute, pour couronner tout cela les massacres de la guerre impérialiste.

diminutions de salaire. Grève des ouvriers de la Couverture de Cours (Rhône).

Les ouvriers et les ouvrières

À bas les exploiteurs, vive les travailleurs !

Simone Weil

Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Se tenir debout. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes et des femmes, pendant quelques jours. Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange.

Un ouvrier

Bravo Simone Weil ! Vive la philosophie !

Les ouvriers et les ouvrières

Vive la grève ! Pain, paix, liberté !

Benoît Frachon

Le dimanche 7 juin 1936 à 15 heures, commence la réunion avec le patronat. Moi, Benoît Frachon, j'avais glissé dans la poche intérieure du haut de mon veston, quelques feuilles de paye, les vraies qui m'étaient parvenues... c'étaient là mes pièces d'accusation et j'en fis feu à bout portant.

Ah oui, nous pouvions en parler des salaires des femmes du textile dans les Vosges ou les salaires des ouvriers et des ouvrières de Loire Inférieure, à 80 centimes de l'heure !! Nous pouvions en parler de ces employés, de ces fonctionnaires à moins de 20 francs par jour.... Nous leur mettions sous le nez, aux patrons, toutes leurs rapines, toutes leurs brutalités, toutes leurs filouteries....

Quelque temps auparavant, ils nous auraient ricané au visage.

Mais là ! Ils baissaient le nez, non par remords, mais par peur ! Car les accusateurs, ce n'était pas simplement

nous les quelques militants qui étions devant eux, c'était la multitude des exploités, dont nous leur faisons sentir la présence et tout le poids ».

A une heure du matin les accords étaient signés !

Le crieur de journaux

Demandez l'humanité !

Les accords de Matignon signés !

Deux semaines de congés payés !

Création des délégués du personnel

Généralisation des conventions collectives

Réalisatrice

On continue de tourner, on retravaillera le son en postprod. Pendant ce temps-là raccord maquillage/ costume pour la scène des bourgeoises. Se préparent Léon Blum et Marthe Robert en février 1937.

Le crieur finit sa tournée

Demandez l'Humanité !

Les accords de Matignon signés !

Augmentation des salaires de 12 %

Réduction du temps de travail : mise en place de la semaine de 40 h

Suppression des traditions de sanction pour fait de grève

Réalisatrice

C'est bon pour la scène 6 ?

On fait le clap !

CHAPITRE VI. LES CONGÉS PAYÉS



En juillet 1937 et août 1938

Regards et l'illustration titrent sur les premiers congés payés ¹⁶

Libre de droit

Les congés payés. 20 juin 1936, le symbole le plus éclatant du Front populaire.

Les premiers congés payés sont institués en France dès le 9 novembre 1853 par un décret de l'empereur Napoléon III, mais seulement au bénéfice des fonctionnaires. L'idée est reprise dans de nombreux autres pays, qui la généralise à tous leurs salariés. En Allemagne dès 1905, en Autriche-Hongrie et dans les pays scandinaves depuis 1910, en Tchécoslovaquie, en Pologne et au Luxembourg, au début des années 20, et même en Grèce, en Roumanie, en Espagne, au Portugal ainsi qu'au Chili, au Mexique et au Brésil.

En France, quelques administrations et patrons à la fibre « sociale » instaurent dès le début du 20ème siècle les congés payés au bénéfice de leurs salarié·es (métro parisien, entreprises électriques et gazières, ouvriers du livre...). Les patrons des houillères le font au profit des mineurs en 1925.

Le jour même de l'été 1936, le « Journal officiel » publie trois lois instaurant les conventions collectives, deux semaines de congés payés, et la semaine de 40 heures sans réduction de salaire.

Aucune de ces mesures ne figurait dans le programme électoral du Front populaire. Tout juste se contentait-il de mentionner l'objectif de réduction du temps de travail, sans la chiffrer. Si ces revendications syndicales ont si vite été satisfaites, c'est que les grèves massives ont pris tout le monde de vitesse. Y compris la direction confédérale de la CGT !

Le gouvernement de coalition entre socialistes et radicaux (les communistes, troisième force du Front populaire, soutenant le gouvernement sans y participer), porté par la victoire électorale du 3 mai 1936, prend ses fonctions le 4 juin. Pour la première fois, un socialiste, Léon Blum, devient président du Conseil. La première initiative du nouveau gouvernement est de négocier avec le patronat et la CGT l'accord de Matignon, signé le 7 juin. Les employeurs s'engagent à accepter les conventions collectives (article 1), à cesser les discriminations contre les salariés syndiqués (article 3), à augmenter les salaires de plus de 10% (article 4), à reconnaître les délégués ouvriers (article 5) et enfin à ne pas sanctionner les grévistes (article 6).¹⁷

Les congés payés sont conquis par la grève : ils ne figurent pas au programme du Front populaire. L'accord de Matignon est une première victoire ouvrière, mais il ne met pas fin aux grèves. Bien au contraire, celles-ci s'étendent à des secteurs peu, voire pas du tout syndiqués, comme les grands magasins, les assurances, la restauration ou les théâtres¹⁸.

Craignant d'être débordé, le gouvernement dépose en urgence à la Chambre les projets de loi sur les conventions collectives, les deux semaines de congés payés, et la semaine de 40 heures. En moins de dix jours, ils sont adoptés par le Parlement.

Fait souvent oublié, ces textes emblématiques du progrès social sont votés à la quasi-unanimité des parlementaires. Seule la loi sur la semaine de 40 heures se heurte à la résistance de la droite, avec 100 voix contre 408 à la Chambre et 80 contre 176 au Sénat.

De fait, son application s'échelonna, selon les branches, de septembre 1936 à février 1937, alors que les congés payés et les conventions collectives seront immédiatement mis en pratique.

Avancée sociale majeure de l'époque dont nous bénéficions encore aujourd'hui, la généralisation des congés payés permet aux classes populaires de retrouver un peu du temps libre avalé par l'industrialisation violente des dernières décennies. Un couple témoigne ¹⁹:

« J'étais ouvrier chez Renault dans les années 30. Le climat, c'était l'oppression, on avait aucun droit. L'atelier c'était 2000 personnes, et on ne savait jamais quand la journée était terminée. On nous imposait une heure ou deux de plus. On ne savait pas si on allait travailler le lendemain. C'était l'incertitude. »

« Moi j'ai commencé à travailler à 13 ans, donc j'avais un livret de travail. J'ai commencé chez Caoutchouc. C'était le bagne. En 36, on avait du mal à réaliser que c'était possible. Le salaire a été doublé, les cadences infernales, elles ont été réglées. »

La loi qui va généraliser les congés payés est promue par le parti radical-socialiste, l'un des partenaires du gouvernement. Ce parti de centre gauche représente les classes moyennes, qui ayant goûté aux charmes des congés payés, vont souhaiter en étendre le bénéfice aux classes populaires par la loi du 20 juin 1936.

¹⁷ Voir la publication de l'IHS CGT44 sur l'Accord de Matignon

¹⁸ 2 millions de grévistes

¹⁹ Les Français racontent leurs premières vacances en 1936 | Archive INA
<https://www.youtube.com/watch?v=gV6Q8uFbaeg>

Mais les salarié·es qui en profitent sont toutefois peu nombreux à pouvoir envisager des vacances prolongées, et beaucoup leur préfèrent une brève partie de campagne.

Cette loi ne conduit pas à une explosion du tourisme. Malgré les billets de train à tarifs spéciaux et le développement des auberges de jeunesse, beaucoup de salarié·es n'ont ni le réflexe ni la possibilité financière de partir. En 1936, 600 000 salarié·es français seulement en profitent pour jouir de vacances au bord de la mer ou à la campagne²⁰: la grande majorité n'a tout simplement pas les moyens, les vacances correspondent à un ou deux mois de salaire.



© Centre d'histoire du travail - Fonds famille Hordonneau - SC 2149

C'est la révélation des vacances pour beaucoup. En arrivant sur les lieux de vacances jusqu'alors réservés à une élite bourgeoise, les salarié·es découvrent un clivage social plus visible qu'en ville. C'est un choc pour tout le monde. Les bourgeois voient arriver avec hantise sur « leurs » plages les « Salopards en casquettes » et certains offices de tourisme envisagent même de couper les plages en deux : une partie pour les 'congrés payés' et une partie pour la bourgeoisie.

« Les congés payés, on en avait beaucoup discuté pendant les grèves. Donc je suis parti sur la Côte d'Azur, pour le rêve. J'allais souvent au cinéma et je voulais voir ça. J'ai dormi dans un petit hôtel à côté de Cannes. C'est là-bas que j'ai vu un clivage social plus visible que celui de la région parisienne. Sur la Croisette, les gens en smoking... mais moi je ne pouvais pas tout ça. Ouvrier chez Renault, ça m'a renforcé et déterminé pour essayer de faire qu'il y ait plus de justice. »

« Plus de loisirs. Plus d'argent. Les congés payés. On est partis à Blonville car ma mère avait un frère là-bas, on ne pouvait pas payer l'hôtel. Au champ de courses de Deauville, ils n'avaient jamais vu d'ouvriers ! J'avais 20 ans, je n'avais jamais mangé au restaurant. »²¹

²⁰ De 600 000 en 1936, ils seront 1,7 millions l'année suivante...

²¹ Les Français racontent leurs premières vacances en 1936 | Archive INA.
<https://www.youtube.com/watch?v=gV6Q8uFbaeg>

Scène 6. Plus maître chez soi !

Madame Paquet et son amie Bertille sont deux bourgeoises scandalisées de voir s'installer sur leur plage des prolétaires mangeant du saucisson et buvant du gros rouge. C'est insupportable !

Les tandems et les vélos arrivent vers les plages.

Madame Paquet

Peut-on imaginer pareille offense à la beauté de nos plages ?

Son amie Bertille

Ma chère, il est probable que nous n'ayons pas encore tout vu ! Un jour, ils nous mettront des arbres. De nos villas, vous verrez, nous n'aurons plus vue sur la mer.

Peut-être même iront-ils jusqu'à y faire des manifestations et brûler des effigies, pendant qu'ils y sont...

Madame Paquet

Mon mari m'avait prévenue : après avoir occupé nos usines, ils occuperont tout ! Nous y voilà ! Ou plus exactement, les y voilà, ces salopards en casquette !

Son amie Bertille

Sur nos plages ! Avec leurs enfants déguenillés et bruyants... bruyants.... J'ignorais qu'on pouvait crier de la sorte !

Madame Paquet

Que voulez-vous, tout le monde n'a pas la chance d'avoir des parents bien-pensants !

Elles rient

Son amie Bertille

Ah, vous ne pensez pas si bien dire. On voit ce que ça donne d'avoir des parents communistes...

Madame Paquet

Bolcheviks, très chère, bolcheviks ! Notez bien, dans une France gouvernée par un juif, il faut s'attendre aux pires horreurs. On ne peut pas s'étonner qu'ils arrivent à vélo et que tout parte à vau-l'eau !



Son amie Bertille

Mon mari m'a raconté que pendant les occupations, c'était le carnaval tous les jours ! Comment croire leurs jérémiades sur les souffrances des ouvriers ! Croyez-vous que quand on souffre, on a le cœur à faire la fête ?

Madame Paquet

Ma couturière m'a même raconté que les hommes dansaient entre eux !

Son amie Bertille

Grand Dieu ! Quelle indécence ! Quelle décadence ! Pauvre France ... Non, ce qu'il nous faudrait c'est un régime qui remette de l'ordre dans tout ça.... Je ne fais pas de politique, je suis une faible femme, mais tout de même, je sais faire la différence entre ce qu'on vit ici en France avec le Front populaire et ce qui se passe en Allemagne avec Adolf Hitler !

Madame Paquet

Et en Italie, avec Mussolini ! J'ai vu les premières images du film de Leni Riefensthal sur les jeux olympiques de Berlin. La ville est magnifique, le stade est grandiose, un exemple d'ordre et de bon goût, les athlètes allemands, des corps sublimes... Tout serait merveilleux s'il n'y avait pas eu ces quatre médailles d'or gagnées par un Noir ! Un Noir, vous vous rendez compte ? C'est impensable !

Son amie Bertille

Au train où vont les choses, vous verrez qu'un jour, ils auront un président noir aux États-Unis !

Ensemble , faisant leur signe de croix
Dieu nous en préserve !

Madame Paquet

Il faut souhaiter qu'il y ait assez de place dans les trains pour qu'ils repartent chez eux et quittent la côte !

Son amie Bertille

Et qu'ils repartent tous !

Madame Paquet

Ma chère, ne perdons pas espoir, des temps meilleurs viendront.

Les voilà sur nos plages, mais réjouissons-nous, nous avons récupéré nos usines !

Occupées illégalement, Georges ne s'en est pas encore remis. Ne plus être maître chez soi et tout ça, en toute impunité !

Son amie Bertille

Mais que faisait la police ?

Et aujourd'hui, ils sont là sur nos plages.... Et payés en plus ! Ce n'est pas un scandale ça peut-être ?!

Oooh, surtout, ne regardez pas sur votre gauche, une famille entière, pire que les autres, vient d'arriver...

Mon Dieu, qu'ils sont laids et gros !

Madame Paquet

Pas étonnant à coups de saucisson et de gros rouge ! Quelle horreur ! Très chère, je crois qu'il est temps que nous partions avant d'être complètement écœurées. Le préfet vient déjeuner dimanche prochain. C'est un très bon ami... Il va bien trouver quelque chose pour que nous récupérions la plage, le ciel et la mer. Leur laisser tout ça, c'est comme donner de la confiture à des cochons, comme disait mon aïeule.

De la confiture à des cochons !



CHAPITRE VII. LÉON BLUM À SAINT-NAZAIRE



Carte-souvenir de la manifestation du 21 février 1937 à Saint-Nazaire.
Archives Saint-Nazaire.

Léon Blum²² 1872 - 1950

Léon Blum est surtout connu pour son activité politique au sein de la SFIO et comme chef du gouvernement sous le Front populaire. Auparavant, il est pourtant critique littéraire et travailla pendant 25 ans au Conseil d'État, sauf durant son passage au cabinet du ministre Marcel Sembat, dans le gouvernement d'Union Sacrée

Issu d'une famille de commerçants alsaciens installés à Paris, il fait de brillantes études et intègre en 1890 l'Ecole normale supérieure.

En 1895, il passe avec succès le concours de l'auditorat et entra au Conseil d'État.

Commissaire du gouvernement à partir de 1910, il prononce des conclusions importantes dans le domaine social au sujet d'affaires concernant les syndicats et les conflits sociaux du début du 20ème siècle, tels que, notamment, les grèves d'Armentières. Il contribue à l'élaboration de la notion de service public en cherchant à adapter les règles juridiques à l'évolution de la société et des institutions publiques (arrêt Compagnie générale française des tramways, 1910) et à l'évolution de la jurisprudence sur la responsabilité de l'administration et de ses agents (Epoux Lemonnier, 26 juillet 1918).

Son activité au Palais-Royal cesse en 1919, lorsqu'il est élu député. Il devient chef de la SFIO à la suite du congrès de Tours, en 1920.

En 1936, il est appelé à diriger le gouvernement du Front populaire.

Déporté pendant la guerre, il reste à la Libération la figure de proue du socialisme et devint Président du Conseil en 1946.

²² Source : Conseil d'État.



1. $\hat{L} = 0$ 2. $\hat{L} = 1014$ 3. $\hat{L} = 1000$

À 16 ans en 1930, elle rentre à l'école normale d'institutrices de Nantes et y reste jusqu'en 1933. Dès 1934, elle commence à militer au parti communiste, intéressée par la lutte contre le fascisme et le soutien aux républicains espagnols. Au sein du groupe nazairien du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme créé en 1935 et constitué par une quarantaine de femmes, elle participe à des actions en faveur de réfugiés espagnols arrivés à Saint-Nazaire par bateau. En parallèle, elle s'engage en 1935 dans le Groupe des jeunes du syndicat des instituteurs dont elle devient trésorière. C'est dans ce cadre qu'elle rencontre son mari Frédéric Gallet, lui aussi instituteur et militant, qu'elle épouse en 1937. Frédéric devient responsable du comité du Front populaire, tandis que Marthe devient secrétaire départementale de l'Union des jeunes filles de France, un mouvement créé en décembre 1936 notamment par la résistante Danièle Casanova pour permettre aux jeunes filles de s'engager dans le parti communiste français (PCF).

Frédéric est mobilisé en 1939 laissant Marthe et leur fille Françoise, née en 1938. Il est fait prisonnier en juin 1940. Il essaie de s'évader plusieurs fois ce qui lui vaut d'être envoyé au camp de Rawa-Ruska en Pologne. Il n'est rapatrié qu'en mai 1945.

Elle préconise d'ailleurs en 1941 de lui appliquer la loi du 17 juillet 1940 permettant de relever de leurs fonctions les magistrats, fonctionnaires et agents civils ou militaires de l'État jugés dangereux.

Marthe Gallet est arrêtée en septembre 1942 chez elle, surveillée par la police. En raison de son engagement politique, elle figure sur une liste de suspects et est conduite à la prison de Saint-Nazaire. Elle est ensuite transférée au château de Gaillon (Eure), au camp de la Lande près de Tours puis à la prison des Tourelles à Paris d'où elle s'évade le 20 février 1944. Elle réintègre la résistance, s'engage dans les francs-tireurs et partisans (FTP) où elle devient cheffe de groupe sous le pseudonyme d'agent de liaison Michèle. Sa mission est alors de parcourir Paris pour transmettre les courriers et les instructions. En tant que membre des FTP, elle fait également partie des forces françaises de l'intérieur (FFI) et participe en août 1944 à la libération de Paris.

En septembre 1944, la ville de Saint-Nazaire n'étant pas encore libérée, elle participe à la structuration de la section départementale de l'Union des femmes françaises, devenue plus tard Femmes solidaires dont elle assure alternativement le secrétariat et la présidence de 1945 à 1967.

Elle continue de militer au parti communiste. Membre du bureau fédéral depuis la Libération, elle participe au comité fédéral du PCF de Loire-Inférieure de 1945 à 1960. Le parti présente cinq hommes et cinq femmes, dont Marthe Gallet, aux élections municipales de septembre 1945 sur une liste d'unité pour la renaissance de Saint-Nazaire et la défense de la démocratie. Elle est également candidate aux élections générales du 21 octobre 1945 pour le parti communiste à Saint-Nazaire. Ces élections législatives sont les premières auxquelles les femmes peuvent se présenter depuis que le droit de vote leur a été accordé par l'ordonnance du 21 avril 1944. Elle est présentée comme « institutrice, internée politique évadée, secrétaire de l'assistance française pendant l'occupation, chef de groupe de FTP, membre du bureau fédéral du PCF ». En Loire-Inférieure, le parti communiste obtient 42 % des suffrages exprimés ce qui lui permet d'obtenir un siège de député.

Marthe Gallet étant en seconde position sur la liste, cette élection au scrutin proportionnel voit Henry Gouge obtenir le siège de député communiste dans le département. Après la guerre, en 1947, elle obtient un poste d'institutrice à Saint-Nazaire à l'école Jean-Jaurès où elle reste en activité jusqu'à sa retraite en 1967.

Elle continue de militer au parti communiste. Militante féministe et pacifiste, elle s'engage pour différentes causes, notamment contre les guerres coloniales, pour la défense des droits des femmes ou dans l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR).

Elle meurt à l'âge de 100 ans le 25 juin 2015. Une allée porte aujourd'hui son nom à Saint-Nazaire.

Scène 7. 21 février 1937. Léon et Marthe

Léon Blum est à Saint-Nazaire.

Les grèves de 36 et les antagonismes émergent entre ceux qui veulent une pause et ceux qui veulent aller plus loin. Un affrontement entre deux formes de syndicalisme se fait jour entre 1936 et 1939. La CGT est divisée.

Place Marceau à Saint-Nazaire, un meeting rassemble 30 000 personnes.



Léon Blum est face au public. À sa gauche se tient une femme, Marthe Robert, militante nazairienne communiste et anti-fasciste.

Les deux monologues se répondent, sans que les personnages ne se regardent.

Léon Blum

Chers camarades, toute la France en 1936 a mené une lutte exemplaire, comme vous le savez, le gouvernement du Front populaire a su accompagner les revendications ouvrières.

Chers camarades, aujourd'hui sur cette terre nazairienne, à laquelle va mon profond respect, je viens solennellement réclamer votre aide pour permettre au Front populaire de continuer sa mission républicaine....

Marthe Robert

Faut-il oublier que le gouvernement du Front populaire a abandonné en 1936, nos camarades espagnols antifascistes. Nos camarades vivaient eux aussi une expérience de Front populaire ! La non-intervention officielle était là surtout pour conforter les conservateurs britanniques.... La France s'est contenté d'envoyer des armes.... Alors qu'une intervention militaire aurait peut-être pu contribuer à sauver la république espagnole ! Coincé entre nous les communistes et les radicaux de centre droit, certes la voie était mince pour le gouvernement mais il n'en reste pas moins que le front populaire a abandonné nos camarades espagnols face au franquisme. L'histoire en jugera ! Moi Marthe Robert, ici à Saint-Nazaire, au sein de l'antenne nazairienne du Comité mondial des femmes contre la guerre et le fascisme, je n'oublie pas que nous avons toujours agi en faveur de réfugiés espagnols arrivés ici par bateau. Nous sommes une quarantaine de femmes. Nous luttons contre le fascisme et nous soutenons les républicains espagnols.

Léon Blum

La guerre civile espagnole a tragiquement plombé l'euphorie du Front Populaire. Croyez-vous que je l'ignore ? Mais je ne saurais ignorer davantage que gouverner passe toujours par la case obligatoire de la majorité. Je vous le dis, aujourd'hui en 1937, nous ne pouvons plus agir politiquement comme en 1936. Nous ne pouvons omettre que l'éclaircie sociale se fait au milieu de ténèbres. J'ai dit, il y a peu, à un journaliste étranger, bien que je ne sois pas un sportsman

accompli : nous ne courons pas une course de plat, nous courons une course d'obstacles. Un jour, nous sautons une haie et nous nous retrouvons tant bien que mal sur nos pattes, le lendemain nous en sautons une autre, et puis une autre ...et puis une autre Et, je ne vois pas à quel moment nous trouverons devant nous le plat, la ligne droite ! Et, bien entendu nous courons toujours le risque de faire panache au mur en terre ou à la rivière des tribunes.... C'est cela qui donne d'ailleurs à notre vie un piquant, une saveur toute particulière. Tout ce que nous faisons est pénétré au même degré du sentiment de l'éphémère et du sentiment de la durée.... et ce n'est pas une mauvaise règle de morale pour les gouvernements !

Marthe Robert

Les conquêtes sociales sont d'importance, les congés payés, la semaine de 40 heures et les conventions collectives ! Prenons garde à ne pas décevoir la classe ouvrière après l'euphorie de l'unité de la gauche au printemps 1936 ; Prenons garde à l'espoir déçu d'une politique progressiste de transformation sociale qui se fracasse

Léon Blum

Je vous l'annonce, nous devons nous résoudre à une pause dans les réformes sociales conduites par son gouvernement. Face à la menace nazie, le Front populaire doit désormais investir l'argent des « grands travaux » dans l'armement militaire. Les 20 milliards de francs prévus pour les grands travaux vont être très majoritairement réaffectés aux crédits militaires.

Marthe Robert

Une pause dans le mouvement social, une reprise normale du travail avantagera le patronat et les fascistes. Une pause préludera inéluctablement la chute du Front Populaire.

La classe ouvrière ne pourra plus rien contre la montée du fascisme et l'entrée dans la guerre.

En réarmant, le Front populaire, en fait, se désarme !

Léon Blum

Peu après, s'il le faut, le gouvernement lancera un grand emprunt pour financer le réarmement.

Marthe Robert

Jamais le capital n'aidera la classe ouvrière, nous ne devons notre autonomie qu'à nous-mêmes. De même que nous ne devons qu'à nous-mêmes de lutter contre le fascisme. Le progrès social et la paix doivent être nos boussoles, en imprimant en nous pour toujours, l'espoir et la joie de 1936



CHAPITRE VIII. LES BEAUX JOURS REVIENNENT TOUJOURS

Walter Buffoni

En 1925, Walter n'est âgé que de quarante jours lorsqu'il arrive en France dans les bras de ses parents, de sensibilité communiste, qui fuient La Spezia, un port de construction navale en Italie, alors en proie à la montée du fascisme et à la répression des militants progressistes. Alfredo, son oncle maternel, a été assassiné par les milices fascistes. Ils s'établissent, comme une vingtaine d'autres familles originaires de la même ville, à Penhœt, commune de Saint-Nazaire. Sa mère s'installe comme couturière, son père travaille aux Chantiers navals.

En 1936, il n'hésite pas à faire l'école buissonnière pour retrouver son père qui occupe avec les autres ouvriers les Chantiers et joue de l'accordéon pour soutenir le moral des grévistes. C'est son instituteur qui l'encourage à jouer de cet instrument. Il témoigne, lors d'un entretien avec Louise Canette pour son mémoire de master II d'histoire portant sur *Les enfants d'immigrés italiens dans les écoles françaises (1935-1955)* : « Les origines politiques de mes parents, même s'ils n'en faisaient pas état en France pour des raisons évidentes, m'ont marqué. Les grèves de 1936 et l'avènement du Front populaire ont été à l'origine de mes options politiques et syndicales, avec des responsabilités syndicales très importantes, y compris nationalement. » Trois ans plus tard, il entre en apprentissage comme chaudronnier aux Chantiers et adhère naturellement à la CGT. Les bombardements sont nombreux durant la guerre et en novembre 1942, l'école d'apprentissage est particulièrement touchée. Plus de cent apprentis et moniteurs furent tués. Il en réchappe et achève son apprentissage avec la mention « Très bien ».

Après la guerre, il reprend le travail mais cette fois-ci comme dessinateur au bureau d'étude, pour cause de maladie. Il est alors « collecteur » de cotisations syndicales, avant d'être élu délégué du personnel en 1953 et membre du comité d'établissement l'année suivante.

En 1958, adhérent du parti communiste français depuis la Libération, il est arrêté, car étranger, alors qu'il colle des affiches appelant à voter « non » au référendum soumis par De Gaulle sur la constitution de la V^e République. Quelques semaines plus tard, de peur de représailles contre lui et l'organisation syndicale, il cède sa place d' élu à Jean Lescure.

Au printemps 1960, il rencontre Henri Fabiani, un réalisateur de courts métrages consacrés au monde du travail comme *Les Hommes de la nuit* (1950) ou *Tu enfanteras sans douleurs* (1956) dont le thème est la méthode développée par Fernand Lamaze au sein de la polyclinique des métallurgistes. Celui-ci effectue des repérages pour son long métrage, *Le bonheur est pour demain*, et Walter Buffoni se charge de le guider à Saint-Nazaire, La-Chapelle-des-Marais, Saint-Joachim et au Croisic, communes où résidaient les salariés de la construction navale.

En 1964, Walter Buffoni et Jean Lescure mettent sur pied le syndicat des employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise (ETDA) de la métallurgie nazairienne, permettant de développer le syndicalisme CGT parmi ces catégories. C'est l'action de ce syndicat qui permet de construire les revendications et d'aboutir à la célèbre grève des « mensuels » de Saint-Nazaire en 1967. Victorieux, ce conflit imposa une grille de classification nationale, toujours en vigueur, pour l'essentiel. Il faut voir l'acharnement que met l'UIMM, le patronat de la métallurgie, à vouloir la détruire pour en mesurer la portée.

En octobre 1976, les Chantiers de l'Atlantique fusionnent avec le groupe Alsthom, pour renflouer ce dernier, déjà en difficulté à cette époque. Il devient secrétaire du comité central d'entreprise jusqu'à son départ en retraite en juin 1980.

Membre de la commission exécutive de l'Union départementale CGT de Loire-Atlantique, membre du bureau de l'Union locale de Saint-Nazaire, il rejoint alors le syndicat des retraités de la métallurgie. Il devient membre du conseil national de l'Union fédérale des retraités de la métallurgie de son premier congrès en 1983 jusqu'en 1992. Il est membre, durant cette période, de la commission financière de contrôle.

En octobre 2012, il intervenait sur les comités d'entreprise au colloque organisé à Saint-Nazaire par les Instituts CGT d'histoire sociale de Loire-Atlantique et de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie sur Ambroise Croizat, en présence de sa fille Liliane Caillaud-Croizat. Evoquant la période comprise entre 1944 et 1947, il rappelait : « Retenons en définitif que les comités d'entreprise ont été institués après des efforts inlassables de la CGT dans une période d'essor du mouvement ouvrier et démocratique, à un moment où la classe ouvrière obtenait de nombreuses conquêtes sociales. Elle était unie, disposait de syndicats puissants et était représentée au gouvernement. »

Son engagement débordait le syndicalisme et la politique, puisqu'il est à l'origine du premier syndicat des locataires de Saint-Nazaire, qui deviendra plus tard la Confédération Nationale du Logement (CNL), mais également de Francitalia, une association créée en 2000 pour regrouper les italiens de Saint-Nazaire, entretenir la mémoire et développer des échanges culturels et sportifs avec l'Italie.

Louis Dronval²³, en évoquant sa mémoire, emploie ces mots : « Italien, communiste, cégétiste, il le restera jusqu'au bout », tout en soulignant : « C'est un plaisir pour moi de l'avoir eu comme formateur, dans ce qui s'appelait à l'époque stage de base, stage moyen. Mais aussi sur le terrain aux bureaux d'études des chantiers de l'Atlantique. Ses références étaient le marxisme, la lutte de classe, le rapport de force.

²³ Louis Dronval, ancien secrétaire du syndicat UFICT des Chantiers de l'Atlantique, ancien membre de la direction nationale de l'UFICT et membre du conseil national de l'UFR et du conseil d'administration de l'IHS Métallurgie est décédé le 16 mars 2022.

Ce sont ces concepts qu'il transmettait aux stagiaires comme dans la vie quotidienne. Ces valeurs font de lui un humaniste reconnu de tous. Je gage que tous ses amis et camarades sauront faire fructifier sa mémoire.»

Il nous a quitté le 10 mai 2019, à l'âge de 94 ans.²⁴



Walter Buffoni, 11 ans, et son père Fernandino
sur la seule photo d'époque
qui a échappé aux bombardements.

²⁴ Témoignage de Emeric Tellier et Louis Dronval sur Walter Buffoni.

Scène 8. Walter Buffoni, le petit accordéoniste de 36



Walter Buffoni

J'ai jamais revécu ça dans ma vie ! À l'été 1936, il y avait autour des chantiers, une joie de vivre immense et un enthousiasme extraordinaire. Ce sont des semaines qui ont bouleversé nos vies !

J'avais 11 ans en 1936 !

Quand les grèves ont été au plus fort partout, le maître d'école est venu nous dire : Walter, il faut qu'il prenne son accordéon et qu'il aille jouer pour les ouvriers, ils ont besoin de s'amuser. La lutte est rude mais elle peut être joyeuse ! Ma mère a dit oui ! Je m'suis pas fait prier. J'habitais un bâtiment appartenant aux chantiers, j'savais bien de quoi il parlait le maître !

Dans c'bâtiment c'est là qu'on logeait les chaudronniers et les soudeurs étrangers venus chercher du travail. Ma famille a fui le fascisme italien, avec son duce ! On habitait la Spezia, une ville dans le Nord de l'Italie, on ne roulait pas sur l'or mais on a réussi à fuir. Ici dès le début ça a été simple, tout le monde était solidaire, étrangers ou pas, tout le monde se connaissait ! À croire qu'y avait pas d'étrangers sur terre ! En tout cas, ici !

Quand j'suis arrivé sur le chantier en grève où était mon père, le croiseur Georges-Leygues venait d'être mis à l'eau.

Sur les banderoles devant l'usine y'avaient les sigles SFIO et PC. Mon père m'a expliqué que c'étaient les socialistes et les communistes.

Tout était nickel là-dedans, très organisé. Pas question pour les ouvriers d'abîmer l'outil d'travail ! Y'avait des gars qui briquaient les machines et les outils.

L'outil d'travail, c'est sacré p'tit ! m'a dit mon père.

D'autres jouaient à la belote ou au palet.

Quand j'ai sorti l'accordéon, les hommes se sont mis à danser entre eux. Parce que les femmes, les sœurs et les filles, elles n'avaient le droit de venir que le dimanche. Moi, privilège de musicien, j'ai pu dormir avec mon père sur de la paille dans la cheminée du navire pas encore installée.

Quelle période !

Parce qu'à ce moment-là, la condition ouvrière, c'était au boulot toute l'année, sans congé, six jours sur sept, les ouvriers pouvaient espérer vivre jusqu'à 55 ans...

D'un seul coup, grâce aux grèves, ça a été phénoménal ! Être payé le samedi, disposer de deux semaines pour soi, c'était à peine croyable. Mon père, il répétait tout l'temps « du temps qui m'appartient, du temps qui m'appartient, tu t'rends compte Walter ?! »

Si tu l'as pas vécu, tu peux pas croire ce que c'était, la fête partout, des gens heureux, ça chantait, ça

dansait sur les places ! Nos voisins, iz'ont pris l'train pour la première fois, i sont allés à Prinquiau.

Et puis, on a vu arriver les Nantais et des parisiens pour voir la mer ! A Porcé, parce que c'était la plus grande plage, avec celle de Villés-Martin. Ailleurs y'avait pas assez d'sable pour tout l'monde.

On profitait du car Citroën qui faisait la navette plusieurs fois par jour entre Penhoët et les plages à 6 kilomètres. On partait le matin et ma mère nous rejoignait le midi avec la soupière de pâtes encore chaudes.

On pique-nique en musique. L'ambiance est incroyable. On voit fleurir les auberges de jeunesse, les campings, les associations sportives. Tout mon engagement vient de là, de cet été 1936.

Mais toute cette joie va s'assombrir vite avec la guerre... J'ai rejoint mon père aux Chantiers et j'ai échappé de peu au bombardement mortel des apprentis de 1942. Après la guerre, j'suis devenu secrétaire général de comité central d'entreprise. J'm demande si je suis pas le seul « étranger » à avoir eu un tel poste dans une grande entreprise.

Au moins le seul étranger p'tit accordéoniste de 36 !

La réalisatrice

On ne coupe pas, on enchaîne sur le bal populaire



Venez avec nous !



Venez avec nous.

I Gars de la mine et gars de l'atelier
Gars de l'usine, du port et du chantier
patache solitaire
S'engage dans les bouquins
Et toi fils de la terre
qui fait pousser le grain

REFRAIN Venez avec nous (bis)
Venez, venez, venez avec nous
Venez avec nous (bis)
Venez avec nous.

II Nous, dans la vie, est triste et sans gaieté
comme flétrie avant d'avoir été
Vivez votre jeunesse
avant qu'elle soit passée
ou diable la tristesse
chimez, chantez, dansez.

R.

REMERCIEMENTS

Pour leur soutien financier et matériel, l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT 44 remercie chaleureusement :

l'Union départementale CGT de Loire Atlantique,
l'Union locale CGT de Saint-Nazaire,
l'Union locale CGT de Nantes,
le Centre d'Histoire du Travail de Nantes,
les Archives départementales de Loire-Atlantique,
la Ville de Saint-Nazaire,
l'Office de Tourisme de Saint-Nazaire,
l'AREMORS.

Pour leur apparition orale, visuelle ou écrite, l'Institut d'Histoire Sociale de la CGT 44 remercie également :

les auteurs et autrices des textes joués,
les comédiens et comédiennes,
les chanteurs et chanteuses,
les musiciens et musiciennes,
les figurantes et figurants au fil des scènes,
les camarades au volant du camion, du chariot d'accessoires,
les camarades tenant la buvette,
les camarades de l'IHS,
les enfants et les jeunes,
les techniciennes et techniciens du spectacle,
les caméramen de l'association CANVA de Saint-Nazaire.

ANNEXES

Annexe I. Qu'est-ce que l'IHS ?

L'Institut CGT d'Histoire Sociale, l'IHS, est une association créée en 1982 avec le soutien de la Confédération Générale du Travail. Il est adhérent à l'Institut CGT d'Histoire Sociale confédéral créé à l'initiative de Georges Séguy en 1982.

En Loire-Atlantique c'est la direction sortante de l'UD qui propose au congrès départemental des 5 et 6 décembre 2007, de créer un "Institut d'Histoire Sociale CGT 44". L'IHS CGT44 mobilise ses atouts et son savoir-faire pour donner à connaître aux salarié·es l'histoire sociale et singulièrement la longue expérience de la CGT. Son action est diversifiée. L'IHS CGT44 satisfait à la règle des 5 C : collecter, classer, conserver, communiquer, conseiller.

Il se consacre à la sauvegarde, au classement et à la valorisation des archives du monde du travail. Cela le conduit à ouvrir les archives à l'étude et à la recherche ainsi qu'à organiser des balades historiques théâtralisées, animations, conférences, séminaires et colloques, seul ou en coopération avec des universitaires, des chercheurs et le Centre d'Histoire du Travail de Nantes.

Des publications traitant d'aspects particuliers de l'histoire sociale sont éditées régulièrement. Elles sont réalisées grâce à l'aide de militant·es et d'historien·nes.

D'une manière générale l'Institut recherche les formes les plus appropriées pour toucher un public large afin de mettre à sa disposition les éléments d'histoire et les documents d'archives - documents papiers et aussi photographies, films, enregistrements audio - lui permettant de s'approprier les expériences sociales et politiques du passé. Son site internet www.ihscgt44.fr présente ses activités et ses publications. Elles sont à votre disposition, en téléchargement libre et gratuit. Les publications de l'IHS CGT44 sont des outils pour la lutte.

N'hésitez pas à nous solliciter pour du conseil pour votre archivage syndical, pour vos animations lors des congrès ou assemblées générales ou pour toute autre demande.

Et n'oubliez pas ! Votre IHS départemental n'existe que par votre soutien et votre adhésion.



ANNEXE II. Bibliographie

CHAPITRE I. SAINT-NAZAIRE, 1932

Scène 1. Manifestation de février 1932 à Saint-Nazaire

- Centre d'Histoire du Travail. Fragments d'Histoire sociale en Pays de la Loire. Saint-Nazaire, le 8 février 1934 ; A bas Paquet ! »
<https://histoiresocialepdl.wordpress.com/2020/07/01/saint-nazaire-le-8-fevrier-1934-a-bas-paquet/>
Vérifié le 5 juin 2026

CHAPITRE II. DRAPEAU ROUGE SUR LA VILLE

Scène 2. 'La Bandiera rossa'

- <https://pigrai.com/2026/03/01/la-bandiera-rossa-histoire-dune-chemise/>
Vérifié le 5 juin
- Paroles de la Chanson de Bernard Lavilliers
<https://www.paroles.net/bernard-lavilliers/paroles-la-bandiera-rossa>
Vérifié le 5 juin 2026

CHAPITRE III. 1932. LA FERMETURE DES FORGES DE TRIGNAC

- Mairie de Trignac. Les forges de Trignac
<https://www.mairie-trignac.fr/les-forges-de-trignac/>
Vérifié le 5 juin 2026
- Forges de Trignac. www.marineenboisdubrivet.fr
<https://www.histoire-saint-nazaire.fr/les-forges-de-trignac/>
Vérifié le 5 juin 2026

Scène 3. 1933. La marche de la faim de Saint-Nazaire à Nantes

- Ouest-France. <https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/loire-atlantique-rares-sont-les-mobilisations-qui-ont-fait-l-impasse-sur-le-pouvoir-d-achat-3287c0f4-3f30-11ed-b659-5fb02baf9630>
Vérifié le 5 juin 2026

CHAPITRE IV. LA MENACE FASCISTE

- Fondation Jean Jaurès. 6 février 1934, l'événement choc : les droites, les gauches et la rue. Article de Romain Ducoulombier, publié le 01 février 2024.
<https://www.jean-jaures.org/publication/6-fevrier-1934-levenement-choc-les-droites-les-gauches-et-la-rue/>
Vérifié le 5 juin 2026

Scène 4. 1934 : Aubade à Georges Paquet

- Centre d'Histoire du Travail.
<https://histoiresocialepdl.wordpress.com/2020/07/01/saint-nazaire-le-8-fevrier-1934-a-bas-paquet/>. Contribution d'Yvon Gourhand
- *Le Populaire de Nantes* des 9 et 13 février 1934
- *Le Courrier de Saint-Nazaire* du 10 février 1934
- *Le Travailleur de l'Ouest* du 10 octobre 1934 [ADLA, presse numérisée] ;

- *Le Réveil syndicaliste* du 20 février 1934 [CHT] ;
- Antoine PROST, « Les manifestations du 12 février 1934 en province », in *Le Mouvement social* n°54, janvier-mars 1966, pp. 6-27.
- AREMORS. *Saint-Nazaire et le mouvement ouvrier de 1920 à 1939*.

CHAPITRE V .1936. LE FRONT POPULAIRE

- Serge Berstein. *La France des années 30*. Paris : A. Colin, 1988 (2e éd.)
- Fernand Braudel et Ernest Labrousse, *Histoire économique et sociale de la France*, t.4, vol. 2. Paris : P.U.F., 1980
- Jean-Paul Brunet, *Histoire du Front Populaire*, Paris : P.U.F. (QsJ ? 1209), 1998 2e éd.
- Jacques Kergoat. *La France du Front populaire*, p.63.
- Léon Blum, *Naissance de la IVème République. La vie et la doctrine du Parti socialiste, 1945-1947. Etat, exercice et conquête du pouvoir*. Paris, Albin Michel 1958, pp. 428-436.
- Daniel Guérin, *Front Populaire, révolution manquée*, Marseille, Agone, 2013 (1963), pp.185-186.
- Antoine Prost. *Le front populaire revisité*. Editions de l'Atelier.
- Fabrice Grenard. *La valse des ministères, symbole de l'agonie du Front populaire*.

Scène 5. À l'usine, les grèves de la joie

- Antoine Prost. *Les grèves de mai-juin 1936 revisitées*. Editions de l'Atelier.
- Arts, Etat et Visuels : Couverture d'une brochure du Front Populaire, Pain Paix Liberté, 1936. Affiche réalisée pour les élections de 1936.
- Georges Lefranc. *Juin 1936. L'explosion sociale*. Paris. Gallimard, 1966
- Georges Lefranc. *Le mouvement socialiste sous la Troisième République*. Paris. Payot, 1963
- CGT Métallurgie, *Le pain, la paix, la liberté, les 80 ans du Front Populaire !* 13/09/2016
- Les accords de Matignon. 7 juin 1936. Assemblée nationale.
https://www2.assemblee-nationale.fr/static/evenements/1936/Les_accords_de_Matignon7juin36.pdf
Vérifié le 15 avril 2026
- André Larané, *3 mai 1936, un Front Populaire en France*, Herodote.net, 29/04/2019
- Eric Aeschimann . Interview de Michel Winock. *Le front populaire a été un feu d'artifice sociale*, liberation.fr, 3 mai 2006.
- AREMORS. *Saint-Nazaire et le mouvement ouvrier de 1920 à 1939. Les grandes grèves de 1936*. Page 237

CHAPITRE VI. LES CONGÉS PAYÉS

- Nicolas Chevassus-au-Louis. Journal CCAS. *Été 1936 : les trois mesures emblématiques du Front populaire*. Article en ligne du 17 juin 2016
Source illustration : <https://journal.ccas.fr/ete-1936-les-trois-mesures-emblematiques-du-front-populaire/>
Vérifié le 5 juin 2026
- André Larané, 20 juin 1936, *le Front Populaire généralise les congés payés*, Herodote.net, 17 juin 2029. Article mis à jour le 19 juin 2023.
- Charlotte Denoël. « Les grèves de mai-juin 1936 », *Histoire par l'image, histoire-image.org*, septembre 2004.
<https://www.universalis.fr/encyclopedie/front-populaire>
Vérifié le 5 juin 2026
- NVO.<https://nvo.fr/greves-sur-le-tas-et-joie-pure-front-populaire-le-temps-des-conquetes/>
Vérifié le 5 juin 2026
- Charlotte Denoël. « Les grèves de mai-juin 1936 », *Histoire par l'image, histoire-image.org*, septembre 2004. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/front-populaire>

Scène 6. Plus maître chez soi !

- France Culture. Les nuits de France Culture. 1936, l'été en tandem : "1936-2006, des salopards en vacances aux lascars à casquette". Samedi 16 mars 2019. Production : Raphaël Bourgois et Martin Quenehen. Réalisation : Mehdi El Hadj. 1ère diffusion : 25/08/2006 –
<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-nuits-de-france-culture/1936-l-ete-en-tandem-36-2006-des-salopards-en-vacances-aux-lascars-a-casquette-7477041>
Vérifié le 5 juin 2026

CHAPITRE VII. LÉON BLUM À SAINT-NAZAIRE

Scène 7. 21 février 1937. Léon et Marthe

- Archives Saint-Nazaire.
https://saint-nazaire.maville.com/actu/actudet_--saint-nazaire.-les-halles-des-annees-trente-emportees-dans-la-tourmente-de-la-guerre_loc-4616641_actu.Htm
Vérifié le 5 juin 2026
- Léon Blum : Site internet du Conseil d'Etat.
- Marthe Robert :
Archives départementales de Loire-Atlantique, 2053 W 4. Carte d'internée politique de Marthe Gallet.
Résistance 44. Marthe GALLET de Saint-Nazaire à la Libération de Paris.
<https://resistance-44.fr/deux-portraits-de-resistantes-nazairiennes-marthe-gallet-et-suzanne-mahe/>
Vérifié le 9 juin 2026.

CHAPITRE VIII. LES BEAUX JOURS REVIENNENT TOUJOURS

Scène 8. Walter Buffoni, petit accordéoniste de 36.

- AREMORS. *Saint-Nazaire et le mouvement ouvrier de 1920 à 1939. Dans la ville.* Page 13.
- Archives de Rennes. Exposition « *Raccontami, Ils sont venus d'Italie* »
https://rennes.maville.com/actu/actudet_-Venus-d-Italie-ils-racontent-leur-integration_35-1637873-1524044_actu.Htm. Vérifié le 5 juin 2026
- Le cahier de chants de Guy Martin de colonies de vacances de Péronne.
<https://www.colo-peronne.fr/CARNETS%20DE%20CHANT/CARNET%20DE%20CHANT%20DE%20GUY%20MARTIN.pdf>
Vérifié le 5 juin 2026

Images de la balade de L'IHS CGT 44 à Saint-Nazaire le 19 septembre 2026 : © IHS CGT44

Tu portes sur le front le tatouage des tempêtes
Les stigmates du fleuve
Derrière toi, il y a tout un passé qui s'ouvre
Une enfance incertaine
Des pas inachevés
Le meilleur de toi-même que tu croyais perdu

René-Guy CADOU

L'UNION FAIT LA FORCE